



DR. JORGE MACHADO CEVALLOS



No. 5136

PROTOCOLIZACION



TRADUCCIÓN DE LOS DOCUMENTOS  
RELATIVOS AL CAMBIO DE DENOMINACIÓN DE LA  
SOCIEDAD BJ SERVICES SWITZERLAND SÀRL, A SU  
DENOMINACIÓN ACTUAL BAKER  
HUGHES SWITZERLAND SÀRL

CUANTIA: INDETERMINADA

Quito, mayo 22 del 2012

( Dí 3 copias )

||||| AC |||||



**PAZ HOROWITZ  
ROBALINO GARCÉS**  
GOING WELL BY DOING IT RIGHT

**CASILLERO JUDICIAL 2297  
Telf.: 398-2900**

0000002

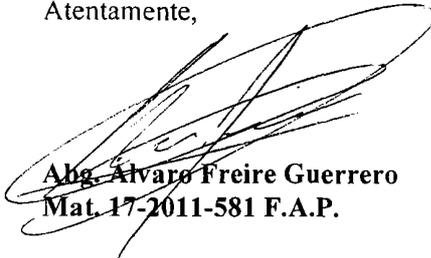


**SEÑOR NOTARIO PRIMERO DEL CANTÓN QUITO**

Al amparo de lo dispuesto en el artículo 18 numeral 2 de la Ley Notarial, en el registro de escrituras públicas a su cargo, sírvase protocolizar los documentos relativos al cambio de denominación de la sociedad BJ Services Switzerland Sàrl, a su denominación actual Baker Hughes Switzerland Sàrl.

Solicito se sirva conferirme tres copias certificadas de la protocolización.

Atentamente,

  
**Abg. Alvaro Freire Guerrero**  
**Mat. 17-2011-581 F.A.P.**

WWW.PAZHOROWITZ.COM

Calle del Estable y Calle E, Edificio SITE CENTER, Torre 1, Oficina 301 - P.O. BOX 17-22-20399  
Tels: (593 2) 3982 900 Faxes: (593 2) 3982 990  
Cumbaya (Quito) - Ecuador



PROCES-VERBAL DE L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE DE  
BJ SERVICES SWITZERLAND SàRL

- Modification de raison sociale -

L'AN DEUX MILLE DOUZE et le vingt-quatre février.

**Maître Richard RODRIGUEZ**, notaire à Genève, soussigné, associé en l'Etude BRECHBUHL & RODRIGUEZ, a établi acte authentique du procès-verbal de l'Assemblée générale extraordinaire des associés de la société :

**BJ Services Switzerland Sàrl**

ayant son siège à Nyon, à laquelle il a assisté personnellement.

Ladite assemblée a été convoquée pour aujourd'hui à 11 h. 30 en l'Etude Brechbühl & Rodriguez, Notaires, route de Malagnou 38, avec l'ordre du jour suivant :

1. **Modification de raison sociale;**
2. **Divers.**

Formation du Bureau

L'Assemblée est présidée par Monsieur François Cadieux qui désigne Monsieur Philippe Goetz pour remplir les fonctions de Secrétaire.

Constatations

Monsieur le Président rappelle et l'Assemblée constate que :

1. d'après la feuille de présence les 4'810 parts sociales sont représentées à l'Assemblée par un organe;
2. aucune opposition n'est formulée;
3. ladite assemblée est donc valablement constituée et apte à délibérer quel qu'ait été son mode de convocation.





**Premier objet à l'ordre du jour**

**Modification de raison sociale**

Monsieur le Président explique à l'Assemblée les raisons qui motivent un changement de raison sociale.

Monsieur le Président propose dès lors à l'Assemblée :

1. d'adopter la nouvelle raison sociale « Baker Hughes Switzerland Sàrl » ;
2. de modifier la rédaction de l'article 1 des statuts qui aura dorénavant la teneur suivante :

*Article 1 - Raison sociale*

*Article 1 - Name*

*Sous la raison sociale*

*Under the name*

***Baker Hughes Switzerland Sàrl***

***Baker Hughes Switzerland Sàrl***

*est constituée une société à responsabilité limitée conformément aux articles 772 ss. CO.*

*there is established a limited liability company, in accordance with Articles 772 et seq of the Swiss Code of Obligations.*

L'Assemblée, à l'unanimité des voix, accepte ces propositions.

**Deuxième objet à l'ordre du jour**

**Divers**

Aucun associé ne désirant prendre la parole, Monsieur le Président propose de lever l'Assemblée.

**Levée de l'Assemblée**

L'ordre du jour étant épuisé, l'Assemblée est levée à 11 h. 50.

De tout quoi a été dressé le présent procès-verbal à Genève, en l'Etude Brechbühl & Rodríguez, Notaires, route de Malagnou 38.

Et après lecture faite, le Président, le Secrétaire et le Notaire, ont signé le présent procès-verbal.

Suivent les signatures.

POUR EXPEDITION CONFORME



Handwritten signature of the notary.

APOSTILLE

(Convention de la Haye du 5 octobre 1961)

1. Pays: Suisse

Le présent acte public

2. a été signé par Me R. Rodriguez

3. agissant en qualité de notaire

4. est revêtu du sceau/timbre de .....

Attesté

5. à Genève

6. le 15 MARS 2012

7. République et Canton de Genève

2708

timbre

10. Signature

e.l.d.





Statuts de  
Baker Hughes Switzerland Sàrl

I. RAISON SOCIALE  
SIÈGE ET BUT

Article 1 - Raison sociale

Sous la raison sociale

**Baker Hughes Switzerland Sàrl**

est constituée une société à responsabilité limitée conformément aux articles 772 ss. CO.

Article 2 - Siège

Le siège de la société est à Nyon.

Article 3 - But

La société a pour but:

1. les prestations de services pétroliers et parapétroliers destinés à améliorer la production d'hydrocarbures, et toutes les autres activités dans ce domaine, dans le monde entier, en tous pays ou régions;

les services sur les puits producteurs d'hydrocarbures, incluant notamment, la fracturation, les traitements par acides, le pompage sous-pression, la cimentation et les autres services complémentaires;

3. les autres services parapétroliers, y compris le coil tubing, les traitements chimiques, les services d'inspection et de mise en service de canalisations, l'outillage, et généralement tous les services et produits destinés à



0000004



Articles of Association of  
Baker Hughes Switzerland Sàrl

I. NAME,  
REGISTERED OFFICE,  
CORPORATE PURPOSE

Article 1 - Name

Under the name

**Baker Hughes Switzerland Sàrl**

there is established a limited liability company, in accordance with Articles 772 et seq of the Swiss Code of Obligations.

Article 2 - Registered office

The registered office of the company is in Nyon.

Article 3 - Corporate purposes

The purposes of the company are:

1. to perform well and other services worldwide, in any country or region, to enhance hydrocarbon production, and to carry out any other activities in this area;

2. to perform hydrocarbon well services, including without limitation, fracturing, acidizing, pressure pumping, cementing, and related services;

3. to perform other oilfield services, including coil tubing services, chemical services, pipeline inspection and commissioning services, tools, and generally any other hydrocarbon industry services and products, including the sup-

l'industrie des hydrocarbures, y compris la mise à disposition de personnel spécialisé ou d'équipement ;

4. l'acquisition, la détention, l'amélioration, l'exploitation et la cession de brevets, marques et licences et de tout autre propriété intellectuelle ou de tout autre droit associé, tant par apport que par souscription, option, achat ou par tout autre moyen, et leur exploitation par cession, transfert, échange, octroi de licence ou tout autre moyen ;

5. de louer et d'octroyer des leasings relatifs à tout équipement parapétrolier ou autre.

La société a la faculté de participer à toute entreprise ou société visant un but identique ou analogue, ou de nature à favoriser son but social, en créant de nouvelles sociétés, entreprises, filiales, succursales ou bureaux de représentation, tant en Suisse qu'à l'étranger, par apport de biens corporels ou incorporels, par souscription ou achat de titres, de participations ou droits sociaux, par voie de fusion, ou par association y compris sous forme de sociétés en co-propriété (joint ventures).

La société peut effectuer, soit pour son propre compte, soit pour le compte de tiers, toutes opérations financières, commerciales, industrielles, mobilières et immobilières, en Suisse et à l'étranger, se rattachant directement ou indirectement à ses buts principaux.

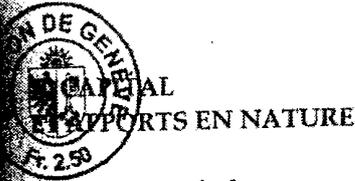
ply of specialist personnel or equipment;

4. to acquire, hold, enhance and dispose of patents, trade-marks and licenses, any intellectual property rights or any rights ancillary thereto, whether by contribution, subscription, option, purchase or otherwise and may exploit the same by sale, transfer, exchange, license or otherwise;

5. to rent and to grant leases any well services or other equipment.

The company has the power to participate under any form whatsoever in any company or corporation having the same or similar purpose, or whose type of business would help its purpose, by creating new corporations, enterprises, subsidiaries, branches or representations, in Switzerland or abroad, by contributing tangible and intangible assets, by share subscriptions or purchases, through the purchase or subscription of participations or rights, by merger, or by entering into partnerships or joint ventures.

The company may, for its own account or for the account of third parties, carry out any financial, commercial and industrial activities, as well as activities involving real and movable property, in Switzerland and abroad, relating directly or indirectly to its main purposes.



### Article 4 - Capital

Le capital social est fixé à la somme de CHF 481'000.- entièrement libéré.

Il est divisé en 4'810 parts sociales de valeur nominale de CHF 100.- chacune.

### III. PARTS SOCIALES

#### Article 5 - Registre des parts sociales

Les gérants tiennent un registre des parts sociales.

Le registre des parts sociales doit mentionner:

1. le nom et l'adresse des associés ainsi que leur date de naissance (jj/mm/aaaa) s'ils sont une personne physique;
2. le nombre, la valeur nominale et les éventuelles catégories des parts sociales détenues par chaque associé;
3. le nom et l'adresse des créanciers gagistes ainsi que leur date de naissance (jj/mm/aaaa) s'ils sont une personne physique.

Les associés qui ne sont pas autorisés à exercer le droit de vote et les droits qui y sont rattachés sont désignés associés sans droit de vote.

Les associés communiquent aux gérants toutes modifications des faits inscrits sur le registre des parts sociales.

Chaque associé a le droit de consulter le registre des parts sociales.

## II. SHARE CAPITAL AND CONTRIBUTIONS IN KIND

### Article 4 - Share capital

The share capital is fixed at CHF 481,000.- fully paid up.

It is divided into 4,810 shares with a nominal value of CHF 100.- each.

### III. SHARES

#### Article 5 - Share register

The managers shall keep a share register.

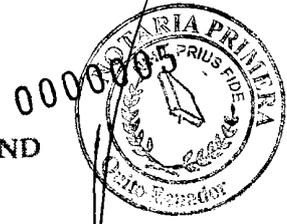
The share register must indicate:

1. the name and address of the partners, as well as their date of birth (dd/mm/yyyy) if they are natural persons.
2. the number, par value and, where applicable, classes of shares held by each partner;
3. the name and address of any pledgee(s), as well as their date of birth (dd/mm/yyyy) if they are natural persons.

Partners who are not authorized to exercise the right to vote with the rights relating thereto are deemed non-voting partners.

The partners shall communicate to the managers any changes in the particulars entered in the share register.

Each partner shall have the right to inspect the share register.



#### Article 6 – Cession

La cession de parts sociales et l'obligation de céder des parts sociales doivent revêtir la forme écrite.

Le contrat de cession doit renvoyer aux dispositions statutaires relatives au droit de préemption des associés.

La cession de parts sociales requiert l'approbation de l'assemblée des associés.

L'assemblée des associés peut refuser son approbation sans en indiquer les motifs.

La cession de parts sociales ne déploie ses effets qu'une fois l'approbation donnée.

L'approbation est réputée accordée si l'assemblée des associés ne refuse pas la cession dans les six mois qui suivent la réception de la requête.

#### Article 7 – Modes particuliers d'acquisition

Lorsque des parts sociales sont acquises par succession, par partage successoral, en vertu du régime matrimonial ou dans une procédure d'exécution forcée, l'ensemble des droits et obligations qui y sont attachés passent à l'acquéreur sans l'approbation de l'assemblée des associés.

Pour pouvoir exercer son droit de vote et les droits qui y sont attachés, l'acquéreur doit toutefois être reconnu en tant qu'associé avec droit de vote par l'assemblée des associés.

L'assemblée des associés ne peut lui refuser la reconnaissance que si la société lui propose de lui reprendre ses parts sociales à leur valeur réelle au moment de la re-

#### Article 6 –Assignment

The assignment of shares and the obligation to assign shares must be in writing.

The assignment contract must reference the articles of association relating to the partners' pre-emptive rights.

The assignment of shares requires the approval of the partners' meeting.

The partners' meeting may refuse approval without giving reasons.

The assignment of shares shall be null and void until such approval has been granted.

Approval of an assignment request shall be deemed given if it is not rejected by the partners' meeting within six months.

#### Article 7 – Special types of acquisition

Where shares are acquired by inheritance, by division of an estate, by operation of a matrimonial property agreement or as a result of a forced sale, all of the rights and obligations related to the shares shall pass to the person acquiring them without requiring the approval of the partners' meeting.

However, to be able to exercise his right to vote and any related rights, the person acquiring the shares must be acknowledged accepted as a voting partner by the partners' meeting.

The partners' meeting may refuse such acknowledgement only if the company offers to acquire his shares at their real value at the time of the request. The offer



L'offre peut être faite pour le compte de la société, pour le compte d'autres associés ou pour celui de tiers. Si l'acquéreur ne rejette pas l'offre de reprise de la société dans le délai d'un mois après qu'il a eu connaissance de la valeur réelle, l'offre est réputée acceptée.

La reconnaissance est réputée accordée si l'assemblée des associés ne la refuse pas dans les six mois suivant le dépôt de la demande.

#### Article 8 - Usufruit

La constitution contractuelle d'un usufruit sur une part sociale est exclue.

Lorsque l'usufruit sur une part sociale découle du droit successoral, les droits et obligations ci-après reviennent aux personnes suivantes:

1. le droit de vote et les droits qui y sont attachés: à l'usufruitier conformément à l'art. 806b CO;

2. l'attribution des dividendes: à l'usufruitier;

3. le droit préférentiel de souscription de nouvelles parts sociales: à l'associé;

4. le droit de préemption sur les parts sociales: à l'associé;

5. le droit au produit de la liquidation: à l'associé;

6. la remise du rapport de gestion: à l'associé et l'usufruitier;

7. le droit aux renseignements et à la



may be made for the account of the company, for the account of the other partners or for the account of third parties. If the acquirer does not reject the company's takeover offer within one month of having been informed of the real value of the shares, the offer shall be deemed accepted.

Acknowledgement shall be deemed given if the partners' meeting has not refused it within six months following a request being made.

#### Article 8 - Beneficial ownership (usufruct)

The creation by contract of a beneficial ownership (usufruct) right over a share is excluded.

Where a beneficial ownership right over a share is created by inheritance, the rights and obligations indicated below shall apply to the following persons:

1. the right to vote and rights attaching thereto: to the beneficiary in accordance with Article 806 b of the Code of Obligations;

2. the allocation of dividends: to the beneficiary;

3. the preferential right of subscription for new shares: to the partner;

4. the right of pre-emption over the shares: to the partner;

5. the right to liquidation proceeds: to the partner;

6. delivery of the management report: to the partner and to the beneficiary;

7. the right to information and inspec-

consultation: à l'associé et l'usufruitier;

8. le devoir de fidélité: à l'associé et l'usufruitier;

9. l'interdiction de faire concurrence: à l'associé et à l'usufruitier;

10. la renonciation à l'élection d'un organe de révision: à l'associé et à l'usufruitier.

#### **Article 9 – Droit de gage**

La constitution d'un droit de gage sur une part sociale requiert l'approbation de l'assemblée des associés.

Celle-ci ne peut refuser son approbation que pour de justes motifs.

#### **IV. DROITS ET DEVOIRS DES ASSOCIÉS**

##### **Article 10 – Devoir de fidélité et interdiction de faire concurrence**

Les associés sont tenus à la sauvegarde du secret des affaires.

Les associés s'abstiennent de tout ce qui porte préjudice aux intérêts de la société. Ils ne peuvent en particulier gérer des affaires qui leur procureraient un avantage particulier et qui seraient préjudiciables au but de la société.

Les associés ne peuvent exercer d'activités qui font concurrence à la société.

Les associés peuvent, moyennant l'approbation écrite de tous les autres associés, exercer des activités qui violent le devoir de fidélité ou l'interdiction de faire concurrence.

tion: to the partner and to the beneficiary;

8. the duty of loyalty: to the partner and to the beneficiary;

9. the prohibition against competition: to the partner and to the beneficiary;

10. the waiver to elect an auditor: to the partner and to the beneficiary.

#### **Article 9 – Pledge**

The approval of the partners' meeting is required to create a pledge over a share.

The meeting may not unreasonably withhold its approval.

#### **IV. RIGHTS AND DUTIES OF THE PARTNERS**

##### **Article 10 - Duty of loyalty and non-competition**

The partners are required to safeguard business secrecy.

The partners shall refrain from anything that could prejudice the interests of the company. In particular, they may not engage in any business that would give them a particular advantage and that would be prejudicial to the purpose of the company.

The partners may not carry on any activities which compete with the company.

However, subject to the written approval of all other partners, partners may carry on activities that violate the duty of loyalty or non-competition.



Droits de préemption;

Chaque associé dispose d'un droit de préemption sur les parts sociales des autres associés qu'il peut exercer aux conditions suivantes.

Lorsqu'un associé vend des parts sociales et qu'il déclenche ainsi un cas de préemption au sens de la loi, il est tenu de l'annoncer aux autres associés et aux gérants par courrier recommandé dans les trente (30) jours dès le cas de préemption.

Les titulaires du droit de préemption peuvent l'exercer dans un délai de soixante (60) jours à compter de la réception de la communication du cas de préemption. Le droit s'exerce par un envoi recommandé aux gérants.

Le droit de préemption doit toujours s'exercer sur l'ensemble des parts sociales qui sont objet du cas de préemption. Lorsque plusieurs titulaires exercent leur droit de préemption, les parts sociales sont attribuées aux associés proportionnellement à leur participation au capital social.

A l'expiration du délai d'exercice du droit de préemption, les gérants doivent porter l'exercice du droit à la connaissance des associés dans les dix (10) jours par courrier recommandé. Lorsque le droit de préemption a été exercé, les parts sociales doivent être cédées aux associés qui l'ont fait valoir dans un délai de soixante (60) jours à compter de l'expiration du délai d'exercice du droit de préemption, contre paiement intégral du prix de vente.



Article 11 - Pre-emptive rights; Procedure

Each partner has a pre-emptive right over the shares of the other partners, which may be exercised under the following conditions.

When a partner sells shares and so gives rise to a pre-emption event within the meaning of the law, he is required to inform the other partners and the managers by registered letter within thirty (30) days.

The holders of a pre-emptive right may exercise it within sixty (60) days of being notified of a pre-emption event. The right shall be exercised by registered letter sent to the managers.

A pre-emptive right must always be exercised over all of the shares that are the object of a pre-emption event. Where a pre-emptive right is exercised by a number of partners, the shares shall be allocated to them in proportion to their shareholdings.

Upon the expiry of the time limit for exercising a pre-emptive right, the managers must inform the partners of the exercise by registered mail within ten (10) days. When a pre-emptive right has been exercised, the shares must be allocated to the partners who have exercised the right within sixty (60) days of the expiry date of the period for exercising a pre-emptive right, against payment in full of the sale price.



**Article 12 – Droit de préemption; détermination de la valeur réelle**

Le droit de préemption sur les parts sociales doit s'exercer à la valeur réelle des parts sociales au moment de la survenance du cas de préemption.

Si les intéressés ne peuvent s'entendre sur la valeur réelle dans les trente (30) jours à compter de la communication des gérants relative à l'exercice du droit de préemption, ils doivent faire part de leur prix aux gérants par écrit. A défaut d'accord, la valeur réelle est déterminée de manière définitive et contraignante pour tous les intéressés par un arbitre expert réviseur agréé.

Si les intéressés ne trouvent pas d'accord sur la désignation de l'arbitre expert réviseur agréé, celui-ci est désigné définitivement et sans appel par le président du Tribunal cantonal au siège de la société.

Avant de déterminer définitivement la valeur réelle, l'arbitre doit soumettre sa proposition et l'ensemble des annexes ainsi que les principes d'évaluation qu'il a retenus à tous les intéressés pour prise de position unique. Les intéressés doivent prendre position par écrit.

Les frais de la procédure d'évaluation sont pris en charge par les intéressés, proportionnellement à la différence entre leur proposition écrite au sens de l'alinéa 2 et le résultat de l'expertise.

Si le président du Tribunal cantonal n'accepte pas le mandat relatif à la désignation d'un arbitre expert réviseur agréé, la valeur réelle est fixée par le tribunal ordinaire resp. un tribunal arbitral.

**Article 12 – Pre-emptive right; determination of the real value**

A pre-emptive right over the shares must be exercised at their real value at the time of the pre-emption event.

If interested parties are unable to agree to a real value within thirty (30) days of notice having been given by the managers of a pre-emptive right being exercised, they must inform the managers in writing of their price. Absent agreement, the real value will be determined fully and finally by a qualified auditor acting as arbitrator, to which all parties will be bound.

If interested parties cannot agree on the appointment of the arbitrator, the appointment will be made fully and finally without appeal by the president of the cantonal Court having jurisdiction over the registered office of the company.

Before finally determining the real value, the arbitrator must submit his proposal to all interested parties, with all supporting documentation and the valuation principles he has applied, to obtain agreement. Interested parties must state their agreement in writing.

The costs of the valuation procedure shall be borne by the interested parties proportionately to the difference between their written proposal, within the meaning of paragraph 2, and the result of the valuation.

If the president of the cantonal Court does not accept jurisdiction over the appointment of a qualified auditor as arbitrator, the real value will be fixed by an ordinary court, failing which by an arbitral tribunal.



**Remise du rapport de gestion**

Le rapport de gestion et le rapport de révision doivent être remis aux associés au plus tard vingt (20) jours avant l'assemblée ordinaire des associés.

**V. ORGANISATION DE LA SOCIÉTÉ**

**A. Assemblée générale**

**Article 14 – Attributions**

L'assemblée des associés est l'organe suprême de la société.

L'assemblée générale a le droit intransmissible:

1. de modifier les statuts;
2. de nommer et révoquer les gérants;
3. de nommer et révoquer les membres de l'organe de révision;
4. d'approuver le rapport annuel et les comptes de groupe;
5. d'approuver les comptes annuels et de déterminer l'emploi du bénéfice résultant du bilan, ainsi que de fixer les dividendes;
6. de déterminer l'indemnité des gérants;
7. de donner décharge aux gérants;
8. d'approuver la cession de parts sociales ou de reconnaître un acquéreur en tant qu'associé ayant le droit de vote;
9. d'approuver la constitution d'un droit de gage sur une part sociale;

0000008



**Article 13 - Delivery of the management report**

The management report and the auditors report must be delivered to the partners no later than twenty (20) days before the ordinary partners' meeting.

**V. ORGANISATION OF THE COMPANY**

**A. General Meeting**

**Article 14 – Powers**

The partners' meeting is the supreme governing body of the company.

The general meeting has the non-transferable right:

1. to amend the articles of association;
2. to appoint and dismiss the managers;
3. to appoint and dismiss the external auditors;
4. to approve the annual report and the consolidated financial statements;
5. to approve the annual financial statements, to determine profit allocation and dividends;
6. to determine the compensation of the managers;
7. to grant discharge to the managers;
8. to approve the assignment of shares or to acknowledge an acquirer as a partner with the right to vote;
9. to approve a pledge over a share;



10. d'autoriser les gérants à acquérir pour la société des parts sociales propres, ou d'approuver une telle acquisition;

11. de décider de requérir du juge l'exclusion d'un associé pour de justes motifs;

12. de dissoudre la société;

13. de prendre les décisions sur les objets que la loi ou les statuts lui réservent ou que les gérants lui soumettent.

#### Article 15 – Convocation

L'assemblée ordinaire des associés a lieu chaque année dans les six mois qui suivent la clôture de l'exercice annuel. Les assemblées extraordinaires des associés sont convoquées aussi souvent qu'il est nécessaire.

L'assemblée des associés est convoquée par les gérants et, au besoin, par l'organe de révision ou par le juge. Les liquidateurs ont également le droit de la convoquer.

Un ou plusieurs associés représentant ensemble au moins dix pour-cent (10%) du capital social peuvent aussi requérir la convocation d'une assemblée des associés. La convocation doit être requise par écrit en indiquant les objets de discussion et les propositions.

L'assemblée des associés est convoquée vingt (20) jours au moins avant la date de la réunion par courrier, fax ou email. L'article 17 demeure réservé.

10. to authorise the managers to acquire the company's own shares, or to approve such an acquisition;

11. to resolve to request a court to exclude a partner for good cause;

12. to liquidate the company;

13. to pass resolutions on matters reserved to the meeting by law or by the articles of association, or which are submitted to it by the managers.

#### Article 15 – Convening of the meeting

The ordinary partners' meeting shall take place every year within the six months following the close of the financial year. Extraordinary meetings may be convened as often as necessary.

The partners' meeting shall be convened by the managers and, where necessary, by the external auditors or by a court. Liquidators are also entitled to convene the meeting.

One or more partners together representing at least ten per cent (10%) of the share capital may also request the convening of a partners' meeting. The convening of the meeting must be requested in writing, stating the agenda items and the motions.

The partners' meeting shall be convened by letter, fax or email at least twenty (20) days before the date of the meeting. This requirement remains subject to article 17.



#### Objet des délibérations

mentionnés dans la convocation de l'assemblée des associés les objets portés à l'ordre du jour, ainsi que les propositions des gérants et d'éventuelles propositions des associés.

Aucune décision ne peut être prise sur des objets qui n'ont pas été dûment portés à l'ordre du jour, à l'exception des propositions de convoquer une assemblée des associés extraordinaire et, le cas échéant, de désigner un organe de révision.

Il n'est pas nécessaire d'annoncer à l'avance les propositions entrant dans le cadre des objets portés à l'ordre du jour ni les délibérations qui ne doivent pas être suivies d'un vote.

#### Article 17 - Décisions à des conditions facilitées

L'assemblée des associés peut être tenue sans observer les formes prévues pour sa convocation avec l'accord de tous les associés (assemblée universelle).

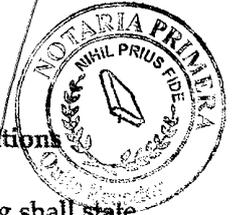
Aussi longtemps que les associés ou leurs représentants sont présents, cette assemblée a le droit de délibérer et de statuer valablement sur tous les objets qui sont du ressort de l'assemblée des associés.

Les décisions de l'assemblée des associés peuvent aussi être prises par écrit, à moins qu'une discussion ne soit requise par un associé.

#### Article 18 - Présidence et procès-verbal

Le président des gérants dirige l'assemblée des associés. Il désigne le secrétaire et le scrutateur, qui ne doivent pas être associés.

0000009



#### Article 16 - Object of the deliberations

The notice of the partners' meeting shall state the items on the agenda, as well as the motions proposed by the managers and those proposed by the partners.

No resolution may be passed on items which are not on the agenda, except motions to convene an extraordinary partners' meeting and, where applicable, to appoint external auditors.

It is not necessary to give prior notice of motions related to agenda items or of deliberations which do not need to be followed by a vote.

#### Article 17 - Simplified procedures

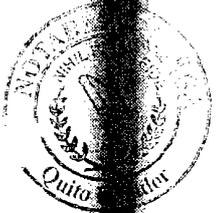
The partners' meeting may be held without the formalities stipulated for its convening subject to the agreement of all the partners (universal meeting).

So long as the partners or their representatives are present, such meeting shall have the right to deliberate and to adopt resolutions on all matters within the competence of the partners' meeting.

Resolutions of the partners' meeting may also be made in writing unless a partner requires discussion.

#### Article 18 - Chairman and minutes

The partners' meeting shall be chaired by the chairman of the managers. The chairman shall appoint the secretary and the scrutineer, who cannot be partners.



Le procès-verbal mentionne:

1. le nombre et la valeur nominale des parts sociales représentées par les associés;
2. les décisions et le résultat des élections;
3. les demandes de renseignements et les réponses données;
4. les déclarations dont les associés ou les gérants présents demandent l'inscription.

Le procès-verbal est signé par le président et par le secrétaire de l'assemblée.

Les gérants remettent une copie du procès-verbal à chaque associé.

#### **Article 19 – Représentation**

Chaque associé peut représenter lui-même ses parts sociales à l'assemblée des associés ou les faire représenter par un tiers muni de pouvoirs écrits.

#### **Article 20 – Droit de vote**

Le droit de vote de chaque associé se détermine en fonction de la valeur nominale des parts sociales qu'il détient.

Chaque associé a droit à une voix au moins.

#### **Article 21 – Décision**

L'assemblée des associés prend ses décisions et procède aux élections à la majorité absolue des voix représentées, sous réserve des dispositions contraires de la loi ou des alinéas 3 et 4 du présent article.

The minutes of the meeting shall state:

1. the number and par value of the shares represented by the partners ;
2. resolutions passed and results of elections;
3. requests for information and replies given;
4. declarations which partners or managers present request be recorded.

Minutes shall be signed by the chairman and by the secretary of the meeting.

The managers shall deliver a copy of the minutes to each partner.

#### **Article 19 – Representation**

Each partner may himself represent his shares at the partners' meeting, or he may have them represented by a third party holding a written proxy.

#### **Article 20 - Right to vote**

The voting right of each partner is determined by the par value of the shares he holds.

Each partner is entitled to at least one vote.

#### **Article 21 – Resolutions**

The partners' meeting shall pass resolutions and hold elections by absolute majority of votes represented, unless otherwise stipulated by law or paragraphs 3 and 4 of this article.



Président de l'assemblée des associés a  
prépondérante.

Une décision de l'assemblée des associés recueillant au moins les deux tiers des voix représentées et la majorité absolue du capital social pour lequel le droit de vote peut être exercé est nécessaire pour:

1. modifier le but social;
2. rendre plus difficile, exclure ou faciliter le transfert de parts sociales;
3. approuver la cession de parts sociales ou reconnaître un acquéreur en tant qu'associé ayant le droit de vote;
4. augmenter le capital social;
5. limiter ou supprimer le droit de souscription préférentiel;
6. décider de requérir du juge l'exclusion d'un associé pour de justes motifs;
7. transférer le siège de la société;
8. dissoudre la société.

L'introduction de parts sociales à droit de vote privilégié requiert le consentement de tous les associés.

Les dispositions statutaires qui prévoient, pour certaines décisions, une plus forte majorité que celle prévue par la loi, ne peuvent être adoptées qu'à la majorité prévue.

0000010



The chairman of the partners' meeting has  
the deciding vote.

At least two thirds of the votes represented and an absolute majority of the share capital shall be required to pass a resolution of the partners' meeting for which the right to vote can be exercised, the purpose of which is:

1. to amend the corporate purpose;
2. to make more difficult, exclude or facilitate the transfer of shares;
3. to approve the assignment of shares or to acknowledge an acquirer as a partner with the right to vote;
4. to increase the share capital;
5. to restrict or eliminate preferential subscription rights;
6. to resolve to petition a court to exclude a partner for good cause;
7. to transfer the registered office of the company;
8. to liquidate the company.

The consent of all the partners is required to issue shares with preferential voting rights.

Decisions which under the terms of the articles of association require a majority greater than the one set by law may be adopted only by the required majority.



## B. Gestion

### Article 22 – Election et révocation des gérants

La gestion de la société est assurée par un ou plusieurs membres (gérants).

Les gérants sont élus par l'assemblée des associés pour une durée d'une année. Une réélection est possible.

Seules des personnes physiques peuvent être désignées comme gérant. Elles n'ont pas besoin d'être associées.

L'assemblée des associés peut révoquer à tout moment un gérant qu'elle a nommé.

### Article 23 – Organisation

Si la société a plusieurs gérants, l'assemblée des associés règle la présidence. Pour le surplus, les gérants s'organisent librement.

### Article 24 – Attributions des gérants

Les gérants sont compétents pour toutes les affaires qui ne sont pas attribuées à l'assemblée des associés par la loi ou les statuts.

Ils ont les attributions intransmissibles et inaliénables suivantes:

1. exercer la haute direction de la société et établir les instructions nécessaires;
2. décider de l'organisation de la société dans le cadre de la loi et des statuts;
3. fixer les principes de la comptabilité et du contrôle financier ainsi que le

## B. Management

### Article 22 - Election and dismissal of managers

The management of the company shall be carried out by one or more members (managers).

Managers are elected by the partners' meeting for a term of one year. Re-election is permitted.

Only natural persons may be appointed as managers. They do not need to be partners.

The partners' meeting may at any time dismiss a manager who it has appointed.

### Article 23 – Organisation

If the company has a number of managers, the partners' meeting shall designate the chairman. Otherwise, the managers are free to organise themselves.

### Article 24 - Powers of the managers

The managers have power over all matters not reserved to the partners' meeting by law or the articles of association.

The managers shall have the following non-transferable and inalienable powers:

1. to carry out the senior management of the company and to issue necessary instructions;
2. to decide the organisation of the company within the framework of the law and the articles of association;
3. to set out accounting and financial control, policies, and the budget if one is re-

0000011



place financier, pour autant que celui-ci soit nécessaire à la gestion de la société

- 4. exercer la surveillance sur les personnes chargées de parties de la gestion, pour s'assurer notamment qu'elles observent la loi, les statuts, les règlements et les instructions données;
- 5. établir le rapport de gestion (comptes annuels, rapport annuel et, le cas échéant, comptes de groupe);
- 6. préparer l'assemblée des associés et exécuter ses décisions;
- 7. informer le juge en cas de surendettement.
- 8. créer des filiales, succursales ou bureaux de représentation, tant en Suisse qu'à l'étranger.

Les gérants ont le droit de nommer des directeurs, des fondés de procuration et des mandataires commerciaux.

Le président des gérants a les attributions suivantes:

- (i) convoquer et diriger l'assemblée des associés;
- (ii) faire toutes les communications aux associés;
- (iii) s'assurer du dépôt des réquisitions nécessaires à l'office du registre du commerce.

**Article 25 - Décision**

Si la société a plusieurs gérants, ceux-ci prennent leurs décisions à la majorité des



quired to manage the company;

- 4. to supervise persons to whom management responsibilities have been given, specifically to ensure that they comply with the law, the articles of association, company regulations and issued instructions;
- 5. to draw up the management report (the annual financial statements, the annual report and, where applicable, consolidated financial statements);
- 6. to prepare the partners' meeting and to carry out its resolutions;
- 7. to inform the court of excessive indebtedness.
- 8. to create subsidiaries, branches or representations, in Switzerland or abroad.

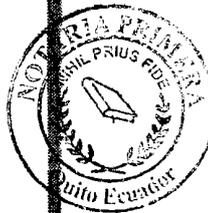
The managers shall have the right to appoint executives, attorneys and commercial agents.

The chairman of the managers shall have the following powers :

- (i) to convene and chair the partners' meeting;
- (ii) to send all communications to the partners;
- (iii) to ensure that necessary filings are made at the Trade Registry.

**Article 25 - Resolutions**

If the company has a number of managers, they shall make decisions by majority vote.



voix émises.

Le président a voix prépondérante.

Le président inscrit au procès-verbal de la séance des gérants les déclarations dont les gérants présents demandent l'inscription.

**Article 26 – Devoirs de diligence et de fidélité**

Les gérants ainsi que les tiers chargés de la gestion exercent leurs attributions avec toute la diligence nécessaire.

Ils veillent fidèlement aux intérêts de la société et sont tenus à la sauvegarde du secret des affaires.

Ils s'abstiennent de tout ce qui porte préjudice à la société. Ils ne peuvent en particulier gérer des affaires qui leur procureraient un avantage particulier et qui seraient préjudiciables au but de la société.

**Article 27 – Libération de l'interdiction de faire concurrence**

Les gérants ainsi que les tiers chargés de la gestion peuvent faire concurrence à la société à la condition que tous les associés donnent leur approbation par écrit.

**Article 28 – Egalité de traitement**

Les gérants ainsi que les tiers chargés de la gestion traitent de la même manière les associés qui se trouvent dans la même situation.

**Article 29 – Représentation**

L'assemblée des associés détermine le mode de représentation des gérants.

La société est représentée par au moins deux gérants, dont deux doivent être do-

The chairman has the deciding vote.

The chairman shall record in minutes of the managers' meeting any declarations which managers present request be recorded

**Article 26 - Duties of diligence and loyalty**

Managers and third parties with management responsibilities have the duty to exercise all necessary diligence.

They shall watch over the interests of the company faithfully and are bound to maintain business secrecy.

They shall refrain from anything that might be prejudicial to the company. In particular, they may not manage any business that gives them a personal advantage and harms the corporate purpose of the company.

**Article 27 - Release from the prohibition of competition**

Managers and third parties with management responsibilities may compete with the company provided all the partners give their written approval.

**Article 28 - Equal treatment**

Managers and third parties with management responsibilities shall treat partners who are in identical circumstances evenly.

**Article 29 – Representation**

The partners' meeting shall decide how managers represent the company.

Representation of the company shall be performed by at least two managers, two of



en Suisse.

Les gérants établissent les règlements internes et les instructions, et déterminent les modalités par laquelle la société est représentée par les directeurs, les fondés de procuration et les mandataires commerciaux.

**C. Organe de révision**

**Article 30 – Révision**

L'assemblée des associés désigne l'organe de révision

Elle peut y renoncer lorsque :

1. les conditions d'un contrôle ordinaire ne sont pas satisfaites ;
2. tous les associés ont donné leur consentement ; et
3. la société en moyenne annuelle n'emploie pas plus de dix employés à plein temps ;

Lorsque les associés ont renoncé au contrôle restreint, cette renonciation est valable aussi pour les années qui suivent. Chaque associé toutefois a le droit d'exiger un contrôle restreint et l'élection d'un organe de révision au plus tard dix (10) jours avant l'assemblée des associés. Dans ce cas, l'assemblée des associés ne peut prendre les décisions conformément à l'article 14 alinéas 2 ch. 4 et 5 que lorsque le rapport de révision est disponible.

**Article 31 – Dispositions relatives à l'organe de révision**

Sont éligibles comme organe de révision une ou plusieurs personnes physiques ou

0000012



which must be domiciled in Switzerland.

The managers lay down internal regulations and instructions, and set out how the company is represented by its executives, attorneys and commercial agents.

**C. External Auditors**

**Article 30 – Audit**

The partners' meeting shall appoint the external auditors.

It can waive the appointment of the external auditors where:

1. the requirements for an ordinary audit are not met;
2. the consent of all partners has been given; and
3. on an annual basis, the company does not have more than ten full-time employees.

When the partner's meeting has waived the limited statutory examination, such waiver is valid also for subsequent years. However, any partner may demand a limited statutory examination and the election of an external auditor at least ten (10) days before the partner's meeting. In this event, decisions subject to Article 14 para. 2.4 and 2.5 may be adopted by the partner's meeting only once the auditor's report is available.

**Article 31 – Audit organisation**

One or several natural or legal persons or partnerships may be appointed as external



morales ainsi que les sociétés de personnes.

Au moins un membre de l'organe de révision doit avoir en Suisse son domicile, son siège ou une succursale inscrite au registre du commerce.

Lorsque la société est tenue d'effectuer un contrôle de ses comptes par un réviseur conformément à :

1. l'article 818 aliéna 1 avec l'article 727 aliéna 1, section 2 ou section 3 du Code des obligations (CO) ;
2. l'article 818 aliéna 1 avec l'article 727 aliéna 2 du CO ;
3. L'article 818 aliéna 2 du CO; ou
4. l'article 825a aliéna 4 du CO,

L'assemblée des associés désigne comme organe de révision un réviseur agréé au sens de la loi du 16 décembre 2005 sur la surveillance de la révision.

Les sociétés tenues à un contrôle restreint désignent comme organe de révision un réviseur agréé au sens de la loi du 16 décembre 2005 sur la surveillance de la révision. La renonciation à la désignation d'un réviseur selon l'article 30 demeure réservée.

Le réviseur doit être indépendant au sens de l'article 818 aliéna 1 avec l'article 728 et 729 du CO respectivement.

Le mandat du réviseur est de trois années fiscales. Son mandat se termine sur approbation des comptes définitifs. Une reconduction est possible. L'assemblée des associés peut congédier le réviseur en tout temps avec effet immédiat.

auditors.

At least one of the external auditors must be resident, domiciled, or have a branch registered at the Trade Registry, in Switzerland.

Where the company is required to arrange an ordinary audit of its annual financial statements by the auditors pursuant to:

1. Art. 818 para 1 in conjunction with Art. 727 para. 1 section 2 or section 3 of the Code of Obligations (CO) ;
2. Art. 818 para. 1 in conjunction with Art. 727 para. 2 CO ;
3. Art. 818 para. 2 CO; or
4. Art. 825a para. 4 CO,

the partners' meeting shall appoint as external auditors a licensed audit expert according to the provisions of the Audit Oversight Act (RAG).

Where the company is required to obtain a limited statutory examination, the partners' meeting may also appoint as external auditors a licensed audit expert in accordance with the provisions of the RAG. Waiver of the appointment of the external auditors is subject to article 30.

The external auditors must be independent in accordance with Art. 818 Abs. 1 in conjunction with Art. 728 and 729 CO, respectively.

The external auditors shall be appointed for a term of three business years. Their term of office ends with the approval of the final annual financial statements. A re-appointment is possible. The partners' meeting may dismiss the external auditors with immediate effect at any time.



**ETABLISSEMENT  
DES COMPTES**

**Article 32 – Exercice social**

Les gérants déterminent la durée de l'exercice social.

**Article 33 – Comptes annuels**

Les comptes annuels se composent du compte de profits et pertes, du bilan et de l'annexe.

Ils sont établis conformément aux règles du Code des obligations, en particulier aux articles 662a ss et 958 ss CO, ainsi qu'en respect des principes généraux régissant l'établissement régulier des comptes.

**Article 34 – Réserves et attribution des dividendes**

Le dividende ne peut être fixé qu'après que les affectations aux réserves légales et statutaires ont été opérées conformément à la loi et aux statuts.

L'assemblée des associés peut disposer du bénéfice résultant du bilan à sa guise dans le cadre des exigences légales.

Des dividendes ne peuvent être prélevés que sur le bénéfice résultant du bilan et sur les réserves constituées à cet effet.

Les dividendes sont fixés proportionnellement à la valeur nominale des parts sociales de chaque associé.

0000013



**VI. FINANCIAL STATEMENTS**

**Article 32 - Financial year**

The managers establish the duration of the financial year.

**Article 33 - Annual financial statements**

The annual financial statements shall consist of the income statement, the balance sheet and the notes to the financial statements.

They shall be drawn up in accordance with the CO, including particularly articles 662 a et seq and articles 958 et seq, as well as in compliance with the general principles governing the proper establishment of financial statements.

**Article 34 – Reserves and distribution of dividends**

Dividends may be fixed only after all allocations to legal and statutory reserves have been made in accordance with the law and the articles of association.

The partners' meeting may determine the allocation of unappropriated profits, subject to satisfying legal requirements.

Dividends may be paid only from unappropriated profits and from reserves established for this purpose.

Dividends shall be determined in proportion to the par value of the shares of each partner.



## VII. SORTIE

### Article 35

Chaque associé a le droit de sortir de la société aux conditions suivantes:

1. il respecte un délai de congé de trois (3) mois pour la fin d'un exercice social;
2. la société dispose, au moment de la reprise, de fonds propres disponibles à concurrence des moyens nécessaires pour acquérir les parts sociales de l'associé sortant à leur valeur réelle; et
3. la société ne franchit pas la limite maximale de trente-cinq pourcent (35 %) des parts sociales propres lors de la reprise.

Les moyens nécessaires doivent couvrir à la fois la reprise des parts sociales et la constitution des réserves correspondantes conformément au CO (art. 659a al. 2 en relation avec l'art. 783 al. 4 CO).

Cette disposition ne peut être modifiée ou abrogée qu'avec le consentement de tous les associés.

Chaque associé peut requérir du juge l'autorisation de sortir de la société pour de justes motifs.

## VIII. DISSOLUTION ET LIQUIDATION

### Article 36

L'assemblée des associés peut décider de dissoudre la société. La décision doit faire l'objet d'un acte authentique.

La liquidation a lieu par les soins des gérants, à moins que l'assemblée des associés

## VII: WITHDRAWAL

### Article 35

Each partner has the right to withdraw from the company under the following conditions:

1. he must give three (3) months' notice before the end of a financial year;
2. the company must have freely available funds sufficient to acquire the shares of the withdrawing partner at their real value at the time of their repurchase; and
3. the number of treasury shares held by the company must not exceed thirty five per cent (35%) after the repurchase.

The necessary funds must be sufficient both for the share repurchase and for constituting the corresponding reserves, in accordance with the CO (article 659 a, paragraph 2, in conjunction with article 783, paragraph 4).

This provision may be amended or cancelled with the consent of all the partners.

Each partner may petition a court for permission to withdraw from the company for good cause.

## VIII. DISSOLUTION AND LIQUIDATION

### Article 36

The partners' meeting may resolve to liquidate the company. The resolution must be certified by notarial deed.

The liquidation is carried out by the managers unless the partners' meeting designates

0000014



ne désigne d'autres liquidateurs. La liquidation s'opère conformément aux articles 742 ss CO en relation avec l'art. 821a et l'art. 826 CO.

other liquidators. The liquidation will be undertaken in accordance with articles 742 et seq of the CO, in conjunction with article 821 a and article 826 of the CO.

Après paiement des dettes, l'actif de la société dissoute est réparti entre les associés au prorata de leurs versements.

After payment of debts, the assets of the liquidated company are distributed among the partners pro rata to their investment.

#### IX. COMMUNICATIONS, PUBLICATIONS ET FOR

#### IX. NOTIFICATIONS, PUBLIC ANNOUNCEMENTS AND APPLICABLE LAW

##### Article 37

##### Article 37

Les communications de la société aux associés s'opèrent par courrier, fax ou email.

Notifications by the company to the partners shall be by letter, fax or email.

L'organe de publication de la société est la Feuille Officielle Suisse du Commerce (FOSC).

The company's publisher is the Swiss Official Trade Journal (Feuille Officielle Suisse du Commerce - FO SC).

##### Article 38

##### Article 38

Toutes les contestations qui pourront s'élever pendant la durée de la société ou sa liquidation, soit entre les associés et la société ou ses gérants et l'organe de révision, soit entre les associés eux-mêmes, en raison des affaires de la société, seront soumises aux tribunaux du Canton du siège de la société, sous réserve de recours au Tribunal Fédéral.

Any dispute during the company's lifetime or liquidation, whether between the partners and the company or its managers and external auditors, or between the partners themselves, shall be referred to the courts of the canton in which the company has its registered office, subject to appeal to the Federal Supreme Court.

*La version anglaise de ces statuts n'est qu'une traduction. Seul le texte français fait foi.*

*The English version of these articles is only a translation. Only the French text has force of law*

**STATUTS CERTIFIES CONFORMES** dûment mis à jour suite à la modification de raison sociale décidée par l'Assemblée générale des associés le 24 février 2012. Genève, le 24 février 2012





# REGISTRE DU COMMERCE DU CANTON DE VAUD

Extrait avec éventuelles radiations

EXTRAIT DU REGISTRE  
No réf. 2007/11363  
N° féd. CH-550-1051565-9

## Baker Hughes Switzerland Sàrl

inscrite le 26 septembre 2007  
Société à responsabilité limitée

Réf.	Raison de commerce
1	<del>BJ Services Switzerland Sàrl</del>
9	Baker Hughes Switzerland Sàrl
<b>Siège</b>	
1	Coppet
4	Nyon
<b>Domicile</b>	
1	Route de Founex 6
4	Place Terribilini 1, résidence du Château, 1260 Nyon
<b>Dates des statuts</b>	
1	28.06.2007 14.09.2007
4	14.09.2009
9	24.02.2012
<b>But, observations</b>	
1	<u>But:</u> prestations de service sur puits producteurs d'hydrocarbures liées aux activités de forage pétrolier et hydraulique; exploitation de ces puits; prestations de service liées aux pipelines et canalisations; mise à disposition de spécialistes, produits et équipements y relatifs; vente de produits chimiques.
1	Société à responsabilité limitée précédemment à Panama (Panama) sous la raison sociale BJ SERVICES COMPANY S. de R.L., société à responsabilité limitée de droit panaméen inscrite auprès du Registre public de Panama le 28 juin 2007.
1	Le capital social de USD 400'000, divisé en 4'000 parts sociales de USD 100, entièrement libérées, a été transformé, lors du transfert du siège, en un capital social de CHF 481'000, divisé en deux parts sociales, soit une part de CHF 240'500, dont la titulaire est BJ SERVICES INTERNATIONAL Sàrl, à Luxembourg (L), et une part de CHF 240'500, dont la titulaire est BJ Services Company Middle East Sàrl, à Coppet. BJ Services Company Middle East Sàrl, qui n'est plus associée, cède sa part de CHF 1'000 à l'associée BJ SERVICES INTERNATIONAL Sàrl, à Luxembourg (L), dont la part est portée de CHF 480'000 à CHF 481'000.
1	<u>But:</u> les prestations de services pétroliers et parapétroliers destinées à améliorer la production d'hydrocarbures, et toutes les autres activités dans ce domaine, dans le monde entier, en tous pays ou régions; les services sur les puits producteurs d'hydrocarbures, incluant notamment, la fracturation, les traitements par acides, le pompage sous pression, la cimentation et les autres services complémentaires (pour but complet cf. statuts).
4	Obligation de fournir des prestations accessoires, droits de préférence, de préemption ou d'emption: pour les détails, voir les statuts.
<b>Organe de publication</b>	
1	Feuille officielle suisse du commerce
4	Communications aux associés: par courrier, fax ou e-mail



Réf.	Capital	
	Nominal	Libéré
1	CHF 481'000	CHF 481'000
4	CHF 481'000	CHF 481'000

4'810 parts sociales de CHF 100.

0000015



Réf.			Associés, gérants, personnes ayant qualité pour signer		
Inscr.	Mod.	Rad.	Nom et prénom, origine, domicile, parts sociales	Fonctions	Mode signature
1		m 4	BJ SERVICES INTERNATIONAL Sarl, à Luxembourg (L), avec une part de CHF 481'000	associée	
1		m 4	Cadioux François, du Canada, à Meinier	gérant	signature collective
1		7	Ferguson Henry, de Saint-Etienne, à Veyrier	gérant	signature collective à 2
2		5	Dunlop David, des USA, à Houston (USA)	gérant	signature collective à 2
2		5	Stewart James, des USA, à Houston (USA)	gérant	signature collective à 2
		4	BJ SERVICES INTERNATIONAL Sarl, à Luxembourg (L), avec 4'810 parts de CHF 100	associée	
		4 m 8	Cadioux François, du Canada, à Meinier	gérant président	signature collective à 2
5		m 8	Pate Tommie Lee, des USA, à Zurich	gérant	signature individuelle
5		6	Rasmuson Michael Allan, du Canada, à Dubaï (Emirats arabes unis)	gérant	signature individuelle
6			Geis John, des USA, à Houston (USA)	gérant	signature individuelle
6			Deloitte SA (CH-660-0778984-7), à Meyrin	organe de révision	
7		8	Niederer Michael, de Wolfhalden, à Wigoltingen	gérant	signature collective à 2
8			Cadioux François, du Canada, à Meinier	gérant président	signature individuelle
8			Pate Tommie Lee, des USA, à Kingwood (USA)	gérant	signature individuelle

Réf.	JOURNAL		PUBLICATION FOSC		Réf.	JOURNAL		PUBLICATION FOSC	
	Numéro	Date	Date	Page/Id		Numéro	Date	Date	Page/Id
1	11363	26.09.2007	02.10.2007	15/4136508	2	12020	10.10.2007	16.10.2007	13/4157030
3	12656	Rectification	01.11.2007	15/4180328	4	16400	06.10.2009	12.10.2009	18/5289254
5	10376	17.06.2010	23.06.2010	21/5690112	6	13302	09.08.2010	13.08.2010	15/5770394
7	13950	05.09.2011	08.09.2011	0/6327778	8	1498	27.01.2012	01.02.2012	0/6530690
9	3549	02.03.2012	07.03.2012	0/6583682					

Moudon, le 16 mars 2012



Copie certifiée conforme
16 MARS 2012
Le préposé
<i>[Signature]</i>

Fin de l'extrait

Seul un extrait certifié conforme, signé et muni du sceau

## APOSTILLE

(Convention de La Haye du 5 octobre 1961)

1. Pays: SUISSE  
Le présent acte public
2. a été signé par Rita Maria de Freitas
3. agissant en qualité de collaboratrice administrative
4. est revêtu du sceau/timbre du Canton de Vaud - Registre du commerce

Attesté

à Lausanne le 20 mars 2012

par la Chancellerie d'Etat du Canton de Vaud

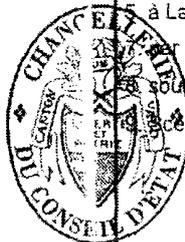
sous No 3'917

Sceau/timbre:

10. Signature  
pr le Chancelier d'Etat:

Christophe CHEVALLEY

Baker Hughes Switzerland Sarl



ACTA DE LA JUNTA GENERAL EXTRAORDINARIA DE BJ SERVICES SWITZERLAND SÀRL.

CANTÓN DE GINEBRA

- Modificación de la razón social -

SELLO

CHF 2,50

EL AÑO DOS MIL DOCE y el veinte y cuatro de febrero.

Maître Richard RODRIGUEZ, notario en Ginebra, suscribió, asociado en el Estudio BRECHBUHL & RODRIGUEZ el original del acta de la Junta General Extraordinaria de Socios de la empresa:

**BJ Services Switzerland Sàrl**

cuya sede es en Nyon, a la cual él ha asistido personalmente.

Que la asamblea fue convocada para el día de hoy a las 11 h. 30 en el Estudio Brechbuhl & Rodríguez, Notarios, calle 38, con el siguiente orden del día:

1. Modificación de la razón social;
2. Diversos.

Formación de la Junta

La asamblea es presidida por el señor François Cadieux quien designa al señor Philippe Goetz para cumplir las funciones de Secretario.

Constataciones

El señor Presidente recordó y la Asamblea constató que:

1. Dentro de la lista de asistencia 4810 participaciones son representadas en la Junta por un órgano;
2. Ninguna oposición es formulada.
3. La junta ha sido válidamente constituida y apta para deliberar lo que ha sido objeto de convocatoria.



SELLO ILEGIBLE

0000016



**Primer objeto en el orden del día**

**Modificación de la razón social**

El Presidente explica a la Junta las razones que motivan un cambio de razón social.

El Presidente propone por lo tanto a la Junta:

1. Adoptar la nueva razón social "Baker Hughes Switzerland Sàrl";
2. Modificar la redacción del Art. 1 de los estatutos el cual quedara con el siguiente contenido:

*Artículo 1- Razón Social*

*Bajo la razón social*

***Baker Hughes Switzerland Sàrl***

*Se constituye una sociedad de responsabilidad  
Limitada conforme los Artículos 772 y siguientes  
del ss. Código de Obligaciones.*

*Artículo 1- Razón Social*

*Bajo la razón social*

***Baker Hughes Switzerland Sàrl***

*Se constituye una sociedad de responsabilidad  
Limitada conforme los Artículos 772 y siguientes  
del Código de Obligaciones Suizo.*

La Junta, en unanimidad de votos acepta la propuesta.

**Segundo onjeto en el orden del día**

**Diversos**

Ninguno de sus miembros desea hablar, el Presidente propone levantar la Junta.

**Levantamiento de la Junta**

La orden del día se ha agotado, la Junta se levanta a las 11h50.

De todo se redactó la presente Acta en Ginebra, en el Estudio Brechbuhl & Rodríguez, Notarios, calle de Malagnou 38.

Luego de la lectura hecha, el Presidente, el Secretario y el Notario firman la presente Acta.

Siguen las firmas.

**EXPEDICIÓN CONFORME**

*sello*

**RICHARD RODRIGUEZ**

**NOTARIO DE GINEBRA**



**APOSTILLA**  
(Convención de la Haya del 5 de octubre de 1961)

1. País: Suiza  
El presente acto público
2. fue firmado por el *Señor R. Rodríguez*
3. actuando en calidad de *notario*
4. lleva el sello/timbre de ""  
.....

Se da fe

5. en Ginebra
6. El 15 de marzo del 2012
7. República y Cantón de Ginebra

**SELLO**

8. Bajo No. 2708
9. Sello/timbre
10. Firma  
*FIRMA*

0000017



SELLO

**REGISTRO DEL COMERCIO DEL CANTÓN DE VAUD**

Extracto con posibles supresiones

EXTRACTO DEL REGISTRO

No. Ref. 2007/11363

No. Féd. CH-550-1051565-9

**Baker Hughes Switzerland Sàrl**

Inscrita el 26 de septiembre de 2007

Sociedad de responsabilidad limitada

Ref.	Nombre de la compañía		
1	<del>BJ Services Switzerland Sàrl</del>		
9	Baker Hughes Switzerland Sàrl		
<b>Sede</b>			
1	<del>Coppet</del>		
4	Nyon		
<b>Domicilio</b>			
1	<del>Calle Founex 6</del>		
4	Lugar Terribilini 1, residencia del Château, 1260 Nyon		
<b>Fechas de los Estatutos</b>			
1	28-06-2007	14-09-2007	9
4	14-09-2009		24-02-2012
<b>Objeto Social/Observaciones</b>			
1	<p><u>Objeto Social:</u>  <del>Prestación de servicios en los pozos productores de hidrocarburos relacionados a las actividades de la extracción petrolera e hidráulica; explotación de estos pozos; prestación de servicios relacionados con gasoductos y oleoductos; poner a disposición de especialistas productos y equipos relacionados; venta de productos químicos.</del>            Sociedad de responsabilidad limitada anteriormente en Panamá (Panamá) bajo la razón social de BJ SERVICES COMPANY S. de R.L., sociedad de responsabilidad limitada de derecho panameño inscrita en el Registro Público de Panamá el 28 de Junio del 2007.            El capital social de USD 400000 dividido en 4000 participaciones de USD 100 pagadas en su totalidad, fue transformado durante el cambio de domicilio en un capital social de CHF 481.000 dividido en dos, una parte de CHF 480.000 cuyo titular es BJ SERVICES INTERNATIONAL Sàrl, en Luxemburgo (L), y una parte de CHF 1.000 cuyo titular es BJ Services Company Middle East Sàrl, en Coppet. BJ Services Company Middle East Sàrl, que no es más que una sociedad suiza, cede su parte de CHF 1.000 a la socia BJ SERVICES INTERNATIONAL Sàrl, en Luxemburgo (L) cuya parte se incrementa de CHF 480.000 en CHF 481.000.</p>		
1	<p><u>Objeto Social:</u>            Prestación de servicios petroleros y servicios destinados a mejorar la producción de hidrocarburos, y todas las otras actividades en este ámbito, en el mundo entero, en todos los países o regiones; los servicios sobre los pozos productores de hidrocarburos/incluyendo en particular la fracturación, los tratamientos con ácidos, bombeo bajo presión, cementación y otros servicios complementarios (para el objeto social completo referirse a los estatutos).</p>		
4	Obligación de proporcionar beneficios secundarios, derechos de preferencia, suscripción preferente para los detalles ver los estatutos		
<b>Órgano de Publicación</b>			
1	Ficha oficial suiza del comercio		
4	Comunicación de los socios: por correo, fax o e-mail		



Ref.	Capital		
	Nominal	Pagado	
1	<del>CHF 481.000</del>	<del>CHF 481.000</del>	CHF 481.000 participaciones de CHF 100.
4	CHF 481.000	CHF 481.000	

Ref			Socios, gerentes, personas con la calidad para firmar		
Insc.	Mod.	Rad.	Apellido y nombre, de procedencia, domicilio, acciones	Función	Modalidad de la firma
1		m 4	<del>BJ SERVICES INTERNATIONAL Sàrl, en Luxemburgo (L) con una participación de CHF 481.000</del>	<del>Socio</del>	
1		m 4	<del>Canadieux Francois, del Canadá, en Meinier</del>	<del>Gerente</del>	<del>Firma colectiva de 2</del>
1		7	<del>Ferguson Henry, de Saint Etienne, en Vevrier</del>	<del>Gerente</del>	<del>Firma colectiva de 2</del>
2		5	<del>Dunlap David, de los Estados Unidos, en Houston (USA)</del>	<del>Gerente</del>	<del>Firma colectiva de 2</del>
2		5	<del>Stewart James, de los Estados Unidos, en Houston (USA)</del>	<del>Gerente</del>	<del>Firma colectiva de 2</del>
	4		BJ SERVICES INTERNATIONAL Sàrl, en Luxemburgo (L) con 4 810 participaciones de CHF 100	Asociado	
	4	m 8	<del>Canadieux Francois, del Canadá, en Meinier</del>	<del>Gerente</del>	<del>Firma colectiva de 2</del>
				<del>Presidente</del>	
5		m 8	<del>Pate Tommie Lee, de los Estados Unidos, en Zurich</del>	<del>Gerente</del>	<del>Firma individual</del>
5		6	<del>Rasmuson Michael Allan, del Canadá, en Dubai (Emiratos Arabes Unidos)</del>	<del>Gerente</del>	<del>Firma individual</del>
6			Geis John, de los Estados Unidos, en Houston (USA)	Gerente	Firma individual
6			Deloitte SA (CH-660-0778984-7), en Meyrin	Órgano de Revisión	
7		8	<del>Niederer Michael, de Wollfraden, en Wigoltingen</del>	<del>Gerente</del>	<del>Firma colectiva de 2</del>
	8		Canadieux Francois, del Canadá, en Meinier	Gerente	Firma individual
	8		Pate Tommie Lee, de los Estados Unidos, en Kingwood (USA)	Presidente Gerente	Firma individual

Ref	DIARIO		PUBLICACIÓN	
	Número	Fecha	Fecha	Página /ID
1	11363	26-09-2007	02-10-2007	15/4136508
3	12656	Rectificación	01-11-2007	15/4180328
5	10376	17-06-2010	23-06-2010	21/5690112
7	13950	05-09-2011	08-09-2011	0/6327778
9	3549	02-03-2012	07-03-2012	0/6583683

Ref	DIARIO		PUBLICACIÓN	
	Número	Fecha	Fecha	Página /ID
2	12020	10-10-2007	16-10-2007	13/4157030
4	16400	06-10-2009	12-10-2009	18/5289254
6	13302	09-08-2010	13-08-2010	15/5770394
8	1498	27-01-2012	01-02-2012	0/6530690

Moudon, 16 de marzo del 2012

SELLO

Copia certificada
16 de marzo 2012
El encargado
FIRMA

Fin del extracto

Extracto certificado. firmado v con sello

APOSTILLA	
(Convención de la haya del 5 de octubre de 1961)	
1. País: SUIZA	
El presente acto público	
2. fue firmado por Rita María Freitas	
3. actuando en calidad de colaboradora administrativa	
4. lleva el sello/timbre del Cantón de Vaud – Registro de Comercio	
Se da fe	
5. en Lausane	6. El 20 de marzo del 2012
7. Cancillería del Estado del Cantón de Vaud	
SELLO	
8. Bajo No. 3 917	
9. Sello/timbre	10. Firma
Por el Canciller del estado	
Christophe CHEVALLEY	
FIRMA	



**ESTATUTO SOCIAL DE  
BAKER HUGHES SWITZERLAND  
SÀRL**

**I. DENOMINACIÓN, DOMICILIO,  
OBJETO**

**Artículo 1.- Denominación**

Bajo la denominación

**Baker Hughes Switzerland Sàrl.**

Se encuentra constituida una compañía de responsabilidad limitada, en concordancia con el artículo 772 y siguientes del Código de Obligaciones Suizo.

**Artículo 2.- Domicilio**

El domicilio registrado de la compañía está en Nyon.

**Artículo 3.- Objeto**

El objeto social de la compañía es:

1. Prestar servicios a nivel mundial, en cualquier país o región, para mejorar la producción de hidrocarburos, y para llevar a cabo cualquier otra actividad en esta área.

2. Prestar servicios hidrocarburíferos, incluyendo pero sin limitarse a, rompimiento, acidificación, presión de bombeo, cementación, y otros servicios relacionados.

3. Prestar otros servicios petroleros, incluyendo servicios con tubería enrollada flexible, servicios químicos, servicios de inspección y puesta en marcha de tuberías, herramientas, y en general todos los servicios y productos para la industria petrolera, incluyendo provisión de personal

0000018



**ESTATUTO SOCIAL DE  
BAKER HUGHES SWITZERLAND  
SÀRL**

**I. DENOMINACIÓN, DOMICILIO,  
OBJETO**

**Artículo 1.- Denominación**

Bajo la denominación

**Baker Hughes Switzerland Sàrl.**

Se encuentra constituida una compañía de responsabilidad limitada, en concordancia con el artículo 772 y siguientes del Código de Obligaciones Suizo.

**Artículo 2.- Domicilio**

El domicilio registrado de la compañía está en Nyon.

**Artículo 3.- Objeto**

El objeto social de la compañía es:

1. Prestar servicios a nivel mundial, en cualquier país o región, para mejorar la producción de hidrocarburos, y para llevar a cabo cualquier otra actividad en esta área.

2. Prestar servicios hidrocarburíferos, incluyendo pero sin limitarse a, rompimiento, acidificación, presión de bombeo, cementación, y otros servicios relacionados.

3. Prestar otros servicios petroleros, incluyendo servicios con tubería enrollada flexible, servicios químicos, servicios de inspección y puesta en marcha de tuberías, herramientas, y en general todos los servicios y productos para la industria petrolera, incluyendo provisión de personal





especializado o equipos.

4. Adquirir, mantener, mejorar y disponer de patentes, marcas y licencias, de cualquier derecho de propiedad intelectual o cualquiera de sus derechos auxiliares, ya sea por contribución, suscripción, opción, compra u otra forma, y pueda explotarla mediante compra, cesión, traspaso, permuta, concesión de licencias u otros medios.

5. Arrendamiento y concesión de contratos de arrendamiento de cualquier tipo de servicio o equipo.

La compañía tiene la facultad de participar bajo cualquier forma que sea, en cualquier compañía o corporación que tenga un objeto social igual o similar, o con quien tenga el mismo tipo de negocio y pueda ayudar al cumplimiento de su objeto, mediante la creación de nuevas corporaciones, compañías, entidades subsidiarias, sucursales o representaciones, en Suiza o en el extranjero, contribuyendo con bienes tangibles e intangibles, con suscripción o compra de participaciones o participaciones, a través de la compra o suscripción de participaciones o derechos, por fusión, o mediante la participación en contratos de asociación o consorcios.

La compañía podrá, por su propia cuenta o por cuenta de terceros, llevar a cabo cualquier actividad financiera, comercial e industrial, así como también actividades que envuelvan bienes muebles e inmuebles, relacionados directa o indirectamente con su objeto social.

## II. CAPITAL SOCIAL

### Artículo 4.- Capital Social

El capital social pagado y suscrito es de 481,000 CHF (francos suizos)

especializado o equipos.

4. Adquirir, mantener, mejorar y disponer de patentes, marcas y licencias, de cualquier derecho de propiedad intelectual o cualquiera de sus derechos auxiliares, ya sea por contribución, suscripción, opción, compra u otra forma, y pueda explotarla mediante compra, cesión, traspaso, permuta, concesión de licencias u otros medios.

5. Arrendamiento y concesión de contratos de arrendamiento de cualquier tipo de servicio o equipo.

La compañía tiene la facultad de participar bajo cualquier forma que sea, en cualquier compañía o corporación que tenga un objeto social igual o similar, o con quien tenga el mismo tipo de negocio y pueda ayudar al cumplimiento de su objeto, mediante la creación de nuevas corporaciones, compañías, entidades subsidiarias, sucursales o representaciones, en Suiza o en el extranjero, contribuyendo con bienes tangibles e intangibles, con suscripción o compra de participaciones o participaciones, a través de la compra o suscripción de participaciones o derechos, por fusión, o mediante la participación en contratos de asociación o consorcios.

La compañía podrá, por su propia cuenta o por cuenta de terceros, llevar a cabo cualquier actividad financiera, comercial e industrial, así como también actividades que envuelvan bienes muebles e inmuebles, relacionados directa o indirectamente con su objeto social.

## II. CAPITAL SOCIAL

### Artículo 4.- Capital Social

El capital social pagado y suscrito es de 481,000 CHF (francos suizos)



El capital social está dividido en 4,810 participaciones con un valor nominal de 100 CHF (francos suizos) cada una.

### III. PARTICIPACIONES

#### Artículo 5.- Registro de Participaciones

Los administradores mantendrán el registro de participaciones.

El registro de participaciones deberá indicar:

1. El nombre y dirección de los socios, así como también sus fechas de nacimiento (dd/mm/aaaa), en caso de personas naturales.
2. El número, valor nominal y la clase de participaciones mantenidas por cada socio, si fuere aplicable.
3. El nombre y dirección de cualquier acreedor(es) prendario(s), así como su fecha de nacimiento (dd/mm/aaaa), en caso de personas naturales.

Los socios que no estén autorizados para ejercer su derecho al voto, respecto a derechos relacionados con el mismo, serán considerados socios sin derecho a voto.

Los socios comunicarán a los administradores de cualquier cambio en los datos que figuran en el registro de participaciones.

Cada socio tendrá derecho a inspeccionar el registro de participaciones.

#### Artículo 6.- Cesión

La cesión de participaciones y la obligación de cesión de participaciones deberá ser por escrito.

80000019



El capital social está dividido en 4,810 participaciones con un valor nominal de 100 CHF (francos suizos) cada una.

### III. PARTICIPACIONES

#### Artículo 5.- Registro de Participaciones

Los administradores mantendrán el registro de participaciones.

El registro de participaciones deberá indicar:

1. El nombre y dirección de los socios, así como también sus fechas de nacimiento (dd/mm/aaaa), en caso de personas naturales.
2. El número, valor nominal y la clase de participaciones mantenidas por cada socio, si fuere aplicable.
3. El nombre y dirección de cualquier acreedor(es) prendario(s), así como su fecha de nacimiento (dd/mm/aaaa), en caso de personas naturales.

Los socios que no estén autorizados para ejercer su derecho al voto, respecto a derechos relacionados con el mismo, serán considerados socios sin derecho a voto.

Los socios comunicarán a los administradores de cualquier cambio en los datos que figuran en el registro de participaciones.

Cada socio tendrá derecho a inspeccionar el registro de participaciones.

#### Artículo 6.- Cesión

La cesión de participaciones y la obligación de cesión de participaciones deberá ser por escrito.





El contrato de cesión debe hacer referencia al estatuto social en relación con el derecho de suscripción preferente de los socios.

La cesión de las participaciones requiere la aprobación de la junta de socios.

La junta de socios podrá denegar la cesión de participaciones, sin explicación de motivos.

La cesión de participaciones será nula y sin efecto hasta que la aprobación haya sido concedida.

La aprobación de una petición de cesión de participaciones será considerada concedida, si ésta no es rechazada por la junta de socios dentro de seis meses.

#### **Artículo 7.- Modos de adquisición**

Cuando las participaciones son adquiridas por herencia, por la división de una propiedad, por la aplicación de un contrato de capitulaciones matrimoniales o como resultado de una venta forzosa, todos los derechos y obligaciones relacionados con las participaciones pasarán al adquirente sin necesidad de la aprobación de la junta de socios.

Sin embargo, para poder ejercer su derecho de voto y cualquier derecho relacionado, la persona que adquiere las participaciones debe ser reconocida aceptada como socio con derecho a voto por la junta de socios.

Los socios podrán rechazar el reconocimiento solo si la compañía ofrece adquirir sus participaciones a su valor real, al momento de la solicitud. La oferta podrá ser realizada por cuenta de la compañía, por cuenta de otros socios o por cuenta de terceros. Si el adquirente no rechaza la oferta de adquisición de la compañía, dentro de un mes de haber sido informado sobre el

El contrato de cesión debe hacer referencia al estatuto social en relación con el derecho de suscripción preferente de los socios.

La cesión de las participaciones requiere la aprobación de la junta de socios.

La junta de socios podrá denegar la cesión de participaciones, sin explicación de motivos.

La cesión de participaciones será nula y sin efecto hasta que la aprobación haya sido concedida.

La aprobación de una petición de cesión de participaciones será considerada concedida, si ésta no es rechazada por la junta de socios dentro de seis meses.

#### **Artículo 7.- Modos de adquisición**

Cuando las participaciones son adquiridas por herencia, por la división de una propiedad, por la aplicación de un contrato de capitulaciones matrimoniales o como resultado de una venta forzosa, todos los derechos y obligaciones relacionados con las participaciones pasarán al adquirente sin necesidad de la aprobación de la junta de socios.

Sin embargo, para poder ejercer su derecho de voto y cualquier derecho relacionado, la persona que adquiere las participaciones debe ser reconocida aceptada como socio con derecho a voto por la junta de socios.

Los socios podrán rechazar el reconocimiento solo si la compañía ofrece adquirir sus participaciones a su valor real, al momento de la solicitud. La oferta podrá ser realizada por cuenta de la compañía, por cuenta de otros socios o por cuenta de terceros. Si el adquirente no rechaza la oferta de adquisición de la compañía, dentro de un mes de haber sido informado sobre el



0000020



valor real de las participaciones, la oferta será considerada aceptada.

valor real de las participaciones, la oferta será considerada aceptada.

La aceptación será considerado dado si la junta de socios no lo ha rechazado, dentro de los seis meses siguientes a la petición formulada.

La aceptación será considerado dado si la junta de socios no lo ha rechazado, dentro de los seis meses siguientes a la petición formulada.

**Artículo 8.- Propiedad efectiva (usufructo)**

**Artículo 8.- Propiedad efectiva (usufructo)**

La creación mediante contrato de un derecho de usufructo sobre una participación está excluida.

La creación mediante contrato de un derecho de usufructo sobre una participación está excluida.

Si un derecho de usufructo sobre una participación nace por herencia, los derechos y obligaciones indicados a continuación serán aplicables a favor de las siguientes personas:

Si un derecho de usufructo sobre una participación nace por herencia, los derechos y obligaciones indicados a continuación serán aplicables a favor de las siguientes personas:

1. El derecho al voto y derechos añadidos al mismo: al beneficiario en concordancia con el Artículo 806 b del Código de Obligaciones.

1. El derecho al voto y derechos añadidos al mismo: al beneficiario en concordancia con el Artículo 806 b del Código de Obligaciones.

2. La distribución de los dividendos: al beneficiario;

2. La distribución de los dividendos: al beneficiario;

3. El derecho de suscripción preferente de nuevas participaciones: al socio;

3. El derecho de suscripción preferente de nuevas participaciones: al socio;

4. El derecho preferente de compra sobre las participaciones: al socio;

4. El derecho preferente de compra sobre las participaciones: al socio;

5. El derecho a ingresos de la liquidación: al socio;

5. El derecho a ingresos de la liquidación: al socio;

6. Entrega del informe de gestión del administrador: al socio y al beneficiario;

6. Entrega del informe de gestión del administrador: al socio y al beneficiario;

7. El derecho a la información y la inspección: al socio y al beneficiario;

7. El derecho a la información y la inspección: al socio y al beneficiario;

8. El deber de lealtad: al socio y al beneficiario;

8. El deber de lealtad: al socio y al beneficiario;





9. La prohibición contra la competencia: al socio y al beneficiario;

10. La renuncia a elegir a un auditor: al socio y al beneficiario.

#### **Artículo 9.- Prenda**

La aprobación de la junta de socios es requerida para constituir una prenda sobre una participación.

La junta no podrá, sin razón, suspender su aprobación.

#### **IV. DERECHOS Y OBLIGACIONES DE LOS SOCIOS**

##### **Artículo 10.- Deber de lealtad y no competencia**

Los socios están obligados a salvaguardar el secreto comercial.

Los socios deberán abstenerse de cualquier cosa que pudiera perjudicar los intereses de la compañía. En particular, no pueden dedicarse a cualquier negocio que les daría una ventaja especial y que sería perjudicial para el objeto de la compañía.

Los socios no podrán llevar a cabo cualquier actividad que compita con la compañía.

Sin embargo, sujeto a la aprobación por escrito de todos los demás socios, los socios podrán continuar con actividades que violen el deber de lealtad o de no competencia.

##### **Artículo 11.- Derecho de suscripción preferente**

Cada socio tiene el derecho preferente sobre las participaciones de otros socios, el cual

9. La prohibición contra la competencia: al socio y al beneficiario;

10. La renuncia a elegir a un auditor: al socio y al beneficiario.

#### **Artículo 9.- Prenda**

La aprobación de la junta de socios es requerida para constituir una prenda sobre una participación.

La junta no podrá, sin razón, suspender su aprobación.

#### **IV. DERECHOS Y OBLIGACIONES DE LOS SOCIOS**

##### **Artículo 10.- Deber de lealtad y no competencia**

Los socios están obligados a salvaguardar el secreto comercial.

Los socios deberán abstenerse de cualquier cosa que pudiera perjudicar los intereses de la compañía. En particular, no pueden dedicarse a cualquier negocio que les daría una ventaja especial y que sería perjudicial para el objeto de la compañía.

Los socios no podrán llevar a cabo cualquier actividad que compita con la compañía.

Sin embargo, sujeto a la aprobación por escrito de todos los demás socios, los socios podrán continuar con actividades que violen el deber de lealtad o de no competencia.

##### **Artículo 11.- Derecho de suscripción preferente**

Cada socio tiene el derecho preferente sobre las participaciones de otros socios, el cual



podrá ser ejercido bajo las siguientes condiciones.

Quando un socio vende participaciones y por lo tanto, da lugar a un evento de suscripción preferente dentro del sentido de la ley, éste deberá informar a los otros socios y administradores mediante una carta certificada dentro de treinta (30) días.

Los titulares de un derecho de suscripción preferente pueden ejercerlo dentro de los sesenta (60) días siguientes a la notificación de un evento de suscripción preferente. El derecho se ejercerá mediante carta certificada enviada a los administradores.

Un derecho de suscripción preferente debe ejercerse siempre sobre todas las participaciones que son objeto de un evento de suscripción preferente. Cuando un derecho de suscripción preferente se ejerce por un número de socios, las participaciones serán asignadas en proporción a sus participaciones.

Al expirar el plazo para el ejercicio de un derecho de suscripción preferente, los administradores deben informar a los socios del ejercicio por correo certificado dentro de diez (10) días. Cuando un derecho de suscripción preferente se ha ejercido, las participaciones deben ser asignadas a los socios que hayan ejercido su derecho dentro de los sesenta (60) días siguientes a la fecha de expiración del período de ejercicio de un derecho de suscripción preferente, mediante el pago en su totalidad del precio de venta.

**Artículo 12.- Derecho de suscripción preferente; determinación del valor real.**

Un derecho de suscripción preferente sobre las participaciones debe ser ejercido en su valor real, al momento del evento de suscripción preferente.

podrá ser ejercido bajo las siguientes condiciones.

Quando un socio vende participaciones y por lo tanto, da lugar a un evento de suscripción preferente dentro del sentido de la ley, éste deberá informar a los otros socios y administradores mediante una carta certificada dentro de treinta (30) días.

Los titulares de un derecho de suscripción preferente pueden ejercerlo dentro de los sesenta (60) días siguientes a la notificación de un evento de suscripción preferente. El derecho se ejercerá mediante carta certificada enviada a los administradores.

Un derecho de suscripción preferente debe ejercerse siempre sobre todas las participaciones que son objeto de un evento de suscripción preferente. Cuando un derecho de suscripción preferente se ejerce por un número de socios, las participaciones serán asignadas en proporción a sus participaciones.

Al expirar el plazo para el ejercicio de un derecho de suscripción preferente, los administradores deben informar a los socios del ejercicio por correo certificado dentro de diez (10) días. Cuando un derecho de suscripción preferente se ha ejercido, las participaciones deben ser asignadas a los socios que hayan ejercido su derecho dentro de los sesenta (60) días siguientes a la fecha de expiración del período de ejercicio de un derecho de suscripción preferente, mediante el pago en su totalidad del precio de venta.

**Artículo 12.- Derecho de suscripción preferente; determinación del valor real.**

Un derecho de suscripción preferente sobre las participaciones debe ser ejercido en su valor real, al momento del evento de suscripción preferente.

0000021





Si las partes interesadas no pueden ponerse de acuerdo en un valor real dentro de treinta (30) días, desde que la notificación fue entregada por los administradores sobre el ejercicio de un derecho de suscripción preferente, se debe informar a los administradores por escrito sobre su precio. En caso de no llegar a un acuerdo, el valor real será determinado totalmente y, finalmente, por un auditor calificado, que actúe como árbitro, al que todas las partes quedarán obligados.

Si las partes interesadas no se ponen de acuerdo sobre la designación del árbitro, la designación se hará total y definitivamente sin posibilidad de apelación, por el presidente del Tribunal cantonal que tenga jurisdicción sobre el domicilio de la compañía.

Antes de determinar finalmente el valor real, el árbitro deberá presentar su propuesta a todas las partes interesadas, con toda la documentación de soporte y los principios de valoración que ha aplicado para obtener el mismo. Los interesados deberán manifestar su conformidad por escrito.

Los costos del procedimiento de valoración correrán a cargo de los interesados en proporción a la diferencia entre su propuesta escrita, en el sentido del párrafo 2, y el resultado de la valoración.

Si el presidente del Tribunal cantonal no acepta la jurisdicción sobre la designación de un auditor calificado como árbitro, el valor real será fijado por un tribunal ordinario, o en su defecto por un tribunal arbitral.

### **Artículo 13.- Entrega del informe de administración**

El informe de administración y el informe de los auditores deberán ser entregados a los

Si las partes interesadas no pueden ponerse de acuerdo en un valor real dentro de treinta (30) días, desde que la notificación fue entregada por los administradores sobre el ejercicio de un derecho de suscripción preferente, se debe informar a los administradores por escrito sobre su precio. En caso de no llegar a un acuerdo, el valor real será determinado totalmente y, finalmente, por un auditor calificado, que actúe como árbitro, al que todas las partes quedarán obligados.

Si las partes interesadas no se ponen de acuerdo sobre la designación del árbitro, la designación se hará total y definitivamente sin posibilidad de apelación, por el presidente del Tribunal cantonal que tenga jurisdicción sobre el domicilio de la compañía.

Antes de determinar finalmente el valor real, el árbitro deberá presentar su propuesta a todas las partes interesadas, con toda la documentación de soporte y los principios de valoración que ha aplicado para obtener el mismo. Los interesados deberán manifestar su conformidad por escrito.

Los costos del procedimiento de valoración correrán a cargo de los interesados en proporción a la diferencia entre su propuesta escrita, en el sentido del párrafo 2, y el resultado de la valoración.

Si el presidente del Tribunal cantonal no acepta la jurisdicción sobre la designación de un auditor calificado como árbitro, el valor real será fijado por un tribunal ordinario, o en su defecto por un tribunal arbitral.

### **Artículo 13.- Entrega del informe de administración**

El informe de administración y el informe de los auditores deberán ser entregados a los



socios, a más tardar veinte (20) días antes del día de la reunión de la junta de socios.

**V. Organización de la Compañía**

**A. Junta General de Socios**

**Artículo 14.- Facultades**

La Junta General de Socios es el órgano supremo de gobierno de la compañía.

La junta general tiene el derecho no transferible para:

1. Modificar el estatuto social;
2. Nombrar y remover a los administradores;
3. Nombrar y remover a los auditores externos;
4. Aprobar el informe anual y los estados financieros consolidados;
5. Aprobar los estados financieros anuales, para determinar la asignación de beneficios y dividendos;
6. Determinar la compensación de los administradores;
7. Aprobar la gestión de los administradores;
8. Aprobar cesiones de participaciones o para reconocer a un adquirente como un socio con derecho a voto;
9. Aprobar la constitución de prenda sobre una participación;
10. Autorizar a los administradores a adquirir participaciones propias de la compañía, o aprobar tal adquisición;
11. Resolver que se pida al tribunal excluir a un socio por una buena causa;
12. Liquidar la compañía;
13. Dictar las resoluciones sobre las materias reservadas a la junta de socios, por ley o por el estatuto, o que le sean remitidas por los administradores.

**Artículo 15.- Convocatoria de la Junta**

0000022



socios, a más tardar veinte (20) días antes del día de la reunión de la junta de socios.

**V. Organización de la Compañía**

**B. Junta General de Socios**

**Artículo 14.- Facultades**

La Junta General de Socios es el órgano supremo de gobierno de la compañía.

La junta general tiene el derecho no transferible para:

14. Modificar el estatuto social;
15. Nombrar y remover a los administradores;
16. Nombrar y remover a los auditores externos;
17. Aprobar el informe anual y los estados financieros consolidados;
18. Aprobar los estados financieros anuales, para determinar la asignación de beneficios y dividendos;
19. Determinar la compensación de los administradores;
20. Aprobar la gestión de los administradores;
21. Aprobar cesiones de participaciones o para reconocer a un adquirente como un socio con derecho a voto;
22. Aprobar la constitución de prenda sobre una participación;
23. Autorizar a los administradores a adquirir participaciones propias de la compañía, o aprobar tal adquisición;
24. Resolver que se pida al tribunal excluir a un socio por una buena causa;
25. Liquidar la compañía;
26. Dictar las resoluciones sobre las materias reservadas a la junta de socios, por ley o por el estatuto, o que le sean remitidas por los administradores.

**Artículo 15.- Convocatoria de la Junta**





La Junta General Ordinaria de Socios tendrá lugar cada año dentro de los seis meses siguientes al cierre del año financiero. Las Junta Generales Extraordinarias de Socios pueden ser convocadas cuantas veces fuera necesario.

La junta general de socios será convocada por los administradores y, cuando fuera necesario, por los auditores externos o por un Tribunal. Los liquidadores también están facultados a convocar las juntas.

Uno o más socios que juntos representen por lo menos el diez por ciento (10%) del capital social, también podrán solicitar que se convoque a una junta general de socios. La convocatoria de la junta deberá ser solicitada por escrito, indicando los puntos de la agenda y las mociones.

La junta general de socios deberá ser convocada por carta, fax o email, al menos veinte (20) días antes de la fecha de la junta. Este requisito sigue siendo objeto del artículo 17.

#### **Artículo 16.- Objeto de las deliberaciones**

La notificación de la junta general de socios deberá contener los puntos del orden del día, así como también las mociones propuestas por los administradores y aquellas propuestas por los socios.

Ninguna resolución puede ser tomada sobre puntos que no están indicados en el orden del día, a excepción de las mociones para convocar una junta extraordinaria de socios y, cuando proceda, nombrar a los auditores externos.

No es necesario dar notificación previa de las mociones relacionadas con los puntos del orden del día, o de las deliberaciones que no necesiten ser acompañadas por un

La Junta General Ordinaria de Socios tendrá lugar cada año dentro de los seis meses siguientes al cierre del año financiero. Las Junta Generales Extraordinarias de Socios pueden ser convocadas cuantas veces fuera necesario.

La junta general de socios será convocada por los administradores y, cuando fuera necesario, por los auditores externos o por un Tribunal. Los liquidadores también están facultados a convocar las juntas.

Uno o más socios que juntos representen por lo menos el diez por ciento (10%) del capital social, también podrán solicitar que se convoque a una junta general de socios. La convocatoria de la junta deberá ser solicitada por escrito, indicando los puntos de la agenda y las mociones.

La junta general de socios deberá ser convocada por carta, fax o email, al menos veinte (20) días antes de la fecha de la junta. Este requisito sigue siendo objeto del artículo 17.

#### **Artículo 16.- Objeto de las deliberaciones**

La notificación de la junta general de socios deberá contener los puntos del orden del día, así como también las mociones propuestas por los administradores y aquellas propuestas por los socios.

Ninguna resolución puede ser tomada sobre puntos que no están indicados en el orden del día, a excepción de las mociones para convocar una junta extraordinaria de socios y, cuando proceda, nombrar a los auditores externos.

No es necesario dar notificación previa de las mociones relacionadas con los puntos del orden del día, o de las deliberaciones que no necesiten ser acompañadas por un



voto.

**Artículo 17.- Procedimientos simplificados**

La junta de socios podrá llevarse a cabo sin las formalidades previstas para su convocatoria, sujeta al acuerdo de todos los socios (junta universal).

En tanto que los socios o sus representantes estén presentes, dicha junta tendrá el derecho de deliberar y tomar resoluciones sobre todos los asuntos de competencia de la junta de socios.

Las resoluciones de la junta de socios también pueden ser hechas por escrito, a menos que un socio requiera discusión al respecto.

**Artículo 18 - Presidente y actas de junta de socios**

La junta de socios estará presidido por el Presidente de los administradores. El Presidente nombrará al Secretario y el Escrutador, quienes no podrán ser socios.

En el acta de la junta de socios deberá constar:

1. El número y valor nominal de las participaciones representadas por los socios;
2. Decisiones adoptadas y los resultados de las elecciones;
3. Solicitud de información y las respuestas provistas;
4. Las declaraciones que los socios o administradores presenten, solicitando su registro.

0000023



voto.

**Artículo 17.- Procedimientos simplificados**

La junta de socios podrá llevarse a cabo sin las formalidades previstas para su convocatoria, sujeta al acuerdo de todos los socios (junta universal).

En tanto que los socios o sus representantes estén presentes, dicha junta tendrá el derecho de deliberar y tomar resoluciones sobre todos los asuntos de competencia de la junta de socios.

Las resoluciones de la junta de socios también pueden ser hechas por escrito, a menos que un socio requiera discusión al respecto.

**Artículo 18 - Presidente y actas de junta de socios**

La junta de socios estará presidido por el Presidente de los administradores. El Presidente nombrará al Secretario y el Escrutador, quienes no podrán ser socios.

En el acta de la junta de socios deberá constar:

1. El número y valor nominal de las participaciones representadas por los socios;
2. Decisiones adoptadas y los resultados de las elecciones;
3. Solicitud de información y las respuestas provistas;
4. Las declaraciones que los socios o administradores presenten, solicitando su registro.





Las actas serán firmadas por el Presidente y el Secretario de la reunión.

Los administradores deberán entregar una copia de las actas de junta a cada socio.

### **Artículo 19 - Representación**

Cada socio puede representarse a sí mismo, sus participaciones en la junta de socios, o puede tenerlas representadas por un tercero que tenga un poder por escrito.

### **Artículo 20 - Derecho de voto**

El derecho de voto de cada socio está determinada por el valor nominal de las participaciones que posee.

### **Artículo 21 - Resoluciones**

La junta de socios deberán aprobar resoluciones y celebrar elecciones por mayoría absoluta de votos representados, a menos que se estipule lo contrario por ley o en los párrafos 3 y 4 de este artículo.

El Presidente de la junta de socios tiene voto dirimente.

Al menos dos tercios de los votos representados y una mayoría absoluta del capital social se requerirá para aprobar una resolución de la junta general de socios, para la cual puede ser ejercido el derecho a voto, a fin de:

1. Modificar el objeto social;
2. Dificultar la exclusión o facilitar la transferencia de participaciones;
3. Aprobar la cesión de participaciones o reconocer a un adquirente como socio con

Las actas serán firmadas por el Presidente y el Secretario de la reunión.

Los administradores deberán entregar una copia de las actas de junta a cada socio.

### **Artículo 19 - Representación**

Cada socio puede representarse a sí mismo, sus participaciones en la junta de socios, o puede tenerlas representadas por un tercero que tenga un poder por escrito.

### **Artículo 20 - Derecho de voto**

El derecho de voto de cada socio está determinada por el valor nominal de las participaciones que posee.

### **Artículo 21 - Resoluciones**

La junta de socios deberán aprobar resoluciones y celebrar elecciones por mayoría absoluta de votos representados, a menos que se estipule lo contrario por ley o en los párrafos 3 y 4 de este artículo.

El Presidente de la junta de socios tiene voto dirimente.

Al menos dos tercios de los votos representados y una mayoría absoluta del capital social se requerirá para aprobar una resolución de la junta general de socios, para la cual puede ser ejercido el derecho a voto, a fin de:

1. Modificar el objeto social;
2. Dificultar la exclusión o facilitar la transferencia de participaciones;
3. Aprobar la cesión de participaciones o reconocer a un adquirente como socio con



0000024



derecho a voto;

derecho a voto;

4. Aumentar el capital social;

4. Aumentar el capital social;

5. Restringir o eliminar el derecho de suscripción preferente;

5. Restringir o eliminar el derecho de suscripción preferente;

6. Resolver la petición de exclusión de un socio por una buena causa;

6. Resolver la petición de exclusión de un socio por una buena causa;

7. Cambio de domicilio social de la compañía;

7. Cambio de domicilio social de la compañía;

8. Liquidar la compañía.

8. Liquidar la compañía.

El consentimiento de todos los socios está obligado a emitir participaciones con derecho a voto preferenciales.

El consentimiento de todos los socios está obligado a emitir participaciones con derecho a voto preferenciales.

Las decisiones que bajo los términos del estatuto exijan una mayoría superior a la establecida por la ley, sólo podrán ser adoptadas por la mayoría requerida.

Las decisiones que bajo los términos del estatuto exijan una mayoría superior a la establecida por la ley, sólo podrán ser adoptadas por la mayoría requerida.

**B. Administración**

**B. Administración**

**Artículo 22 - Nombramiento y remoción de los administradores**

**Artículo 22 - Nombramiento y remoción de los administradores**

La administración de la compañía se llevará a cabo por uno o más miembros (administradores).

La administración de la compañía se llevará a cabo por uno o más miembros (administradores).

Los administradores son elegidos por la junta de socios por un período de un año. La reelección está permitida.

Los administradores son elegidos por la junta de socios por un período de un año. La reelección está permitida.

Sólo las personas naturales podrán ser nombrados administradores. No requerirán ser socios.

Sólo las personas naturales podrán ser nombrados administradores. No requerirán ser socios.

La junta de socios podrá en cualquier momento remover a un administrador que ha designado.

La junta de socios podrá en cualquier momento remover a un administrador que ha designado.





### **Artículo 23 - Organización**

Si la compañía tiene varios administradores, la junta de socios designará a un Presidente. De lo contrario, los administradores son libres de organizarse.

### **Artículo 24 - Los facultades de los administradores**

Los administradores tienen facultades sobre todos los asuntos no reservados a la junta de socios, por la ley o por el estatuto social.

Los administradores tendrán las siguientes facultades intransferibles e inalienables:

1. Desempeñar la alta dirección de la compañía y emitir las instrucciones necesarias;
2. Decidir la organización de la compañía dentro del marco de la ley y el estatuto;
3. Establecer la contabilidad y control financiero, las políticas y el presupuesto de ser requerido, para administrar la compañía;
4. Supervisar a las personas que cumplan funciones de administración de la compañía, específicamente para asegurarse de que cumplan con la ley, el estatuto, los reglamentos de la compañía y las instrucciones impartidas;
5. Elaborar el informe de administración (estados financieros anuales, informe anual y, cuando proceda, los estados financieros consolidados);
6. Preparar las reuniones de junta de socios y llevar a cabo sus resoluciones;

### **Artículo 23 - Organización**

Si la compañía tiene varios administradores, la junta de socios designará a un Presidente. De lo contrario, los administradores son libres de organizarse.

### **Artículo 24 - Los facultades de los administradores**

Los administradores tienen facultades sobre todos los asuntos no reservados a la junta de socios, por la ley o por el estatuto social.

Los administradores tendrán las siguientes facultades intransferibles e inalienables:

1. Desempeñar la alta dirección de la compañía y emitir las instrucciones necesarias;
2. Decidir la organización de la compañía dentro del marco de la ley y el estatuto;
3. Establecer la contabilidad y control financiero, las políticas y el presupuesto de ser requerido, para administrar la compañía;
4. Supervisar a las personas que cumplan funciones de administración de la compañía, específicamente para asegurarse de que cumplan con la ley, el estatuto, los reglamentos de la compañía y las instrucciones impartidas;
5. Elaborar el informe de administración (estados financieros anuales, informe anual y, cuando proceda, los estados financieros consolidados);
6. Preparar las reuniones de junta de socios y llevar a cabo sus resoluciones;



0000025



7. Informar a la corte de endeudamiento excesivo;

7. Informar a la corte de endeudamiento excesivo;

8. Crear subsidiarias, sucursales o representaciones en Suiza o en el extranjero.

8. Crear subsidiarias, sucursales o representaciones en Suiza o en el extranjero.

Los administradores tendrán el derecho de nombrar a los directores, apoderados y agentes comerciales.

Los administradores tendrán el derecho de nombrar a los directores, apoderados y agentes comerciales.

El Presidente de los administradores tendrá las siguientes atribuciones:

El Presidente de los administradores tendrá las siguientes atribuciones:

(I) Convocar y presidir la junta de socios;

(I) Convocar y presidir la junta de socios;

(II) Enviar todas las comunicaciones a los socios;

(II) Enviar todas las comunicaciones a los socios;

(III) Asegurarse la presentación de la documentación necesaria en el Registro Mercantil.

(III) Asegurarse la presentación de la documentación necesaria en el Registro Mercantil.

**Artículo 25 - Resoluciones**

**Artículo 25 - Resoluciones**

Si la compañía tiene varios administradores, ellos deberán adoptar sus decisiones por mayoría de votos.

Si la compañía tiene varios administradores, ellos deberán adoptar sus decisiones por mayoría de votos.

El Presidente tiene voto dirimente.

El Presidente tiene voto dirimente.

El Presidente dejará constancia en el acta de la reunión de administradores, las declaraciones que los administradores soliciten su respectivo registro.

El Presidente dejará constancia en el acta de la reunión de administradores, las declaraciones que los administradores soliciten su respectivo registro.

**Artículo 26 - Deberes de diligencia y lealtad**

**Artículo 26 - Deberes de diligencia y lealtad**

Los administradores y los terceros con responsabilidades de administración tienen el deber de ejercer toda la diligencia debida.

Los administradores y los terceros con responsabilidades de administración tienen el deber de ejercer toda la diligencia debida.

Ellos deberán velar fielmente por los

Ellos deberán velar fielmente por los





intereses de la compañía y estarán obligados a mantener el secreto comercial.

Se abstendrán de cualquier cosa que pueda ser perjudicial para la compañía. En particular, no pueden realizar negocios que les proporcionen una ventaja personal y perjudique los intereses de la compañía.

**Artículo 27 - Publicación de la prohibición de la competencia**

Los administradores y los terceros con responsabilidades de administración, pueden competir con la compañía siempre y cuando todos los socios otorguen su aprobación por escrito.

**Artículo 28 - Igualdad de trato**

Los administradores y los terceros con responsabilidades de administración, deberán dar un trato igual a los socios, quienes se encuentran mismas condiciones.

**Artículo 29 - Representación**

La junta de socios deberá decidir la manera en que los administradores representan a la compañía.

La representación de la compañía se llevará a cabo por al menos dos administradores, dos de los cuales deben tener su domicilio en Suiza.

Los administradores establecen los reglamentos e instrucciones internas, y establece la manera en que la compañía es representada por los directores, apoderados y agentes comerciales.

**C. Auditores Externos**

intereses de la compañía y estarán obligados a mantener el secreto comercial.

Se abstendrán de cualquier cosa que pueda ser perjudicial para la compañía. En particular, no pueden realizar negocios que les proporcionen una ventaja personal y perjudique los intereses de la compañía.

**Artículo 27 - Publicación de la prohibición de la competencia**

Los administradores y los terceros con responsabilidades de administración, pueden competir con la compañía siempre y cuando todos los socios otorguen su aprobación por escrito.

**Artículo 28 - Igualdad de trato**

Los administradores y los terceros con responsabilidades de administración, deberán dar un trato igual a los socios, quienes se encuentran mismas condiciones.

**Artículo 29 - Representación**

La junta de socios deberá decidir la manera en que los administradores representan a la compañía.

La representación de la compañía se llevará a cabo por al menos dos administradores, dos de los cuales deben tener su domicilio en Suiza.

Los administradores establecen los reglamentos e instrucciones internas, y establece la manera en que la compañía es representada por los directores, apoderados y agentes comerciales.

**C. Auditores Externos**



### Artículo 30 - Auditoría

La junta de socios designará a los auditores externos.

Se puede revocar la designación de los auditores externos cuando:

1. No se cumplan los requisitos para una auditoría ordinaria;
2. Se exprese el consentimiento de todos los socios;
3. Sobre una base anual, la compañía no tenga más de diez trabajadores a tiempo completo.

Cuando la junta de socios ha renunciado a la examinación estatutaria limitada, tal renuncia también será válida también para los años subsiguientes. Sin embargo, cualquier socio puede exigir una inspección estatutaria limitada y la elección de un auditor externo, por lo menos diez (10) días antes de la junta de socios. En este caso, las decisiones sujetas al artículo 14, párrafos 2.4 y 2.5 podrán ser adoptadas por la junta general de socios, solo cuando el informe del auditor esté disponible.

### Artículo 31 - Organización de la Auditoría

Una o varias personas físicas o jurídicas o sociedades, pueden ser designados como auditores externos.

Al menos uno de los auditores externos deben ser residentes, domiciliadas o tener una sucursal registrada en el Registro Mercantil, en Suiza.

Cuando la sociedad requiera realizar una auditoría ordinaria de sus estados

0000026



### Artículo 30 - Auditoría

La junta de socios designará a los auditores externos.

Se puede revocar la designación de los auditores externos cuando:

1. No se cumplan los requisitos para una auditoría ordinaria;
2. Se exprese el consentimiento de todos los socios;
3. Sobre una base anual, la compañía no tenga más de diez trabajadores a tiempo completo.

Cuando la junta de socios ha renunciado a la examinación estatutaria limitada, tal renuncia también será válida también para los años subsiguientes. Sin embargo, cualquier socio puede exigir una inspección estatutaria limitada y la elección de un auditor externo, por lo menos diez (10) días antes de la junta de socios. En este caso, las decisiones sujetas al artículo 14, párrafos 2.4 y 2.5 podrán ser adoptadas por la junta general de socios, solo cuando el informe del auditor esté disponible.

### Artículo 31 - Organización de la Auditoría

Una o varias personas físicas o jurídicas o sociedades, pueden ser designados como auditores externos.

Al menos uno de los auditores externos deben ser residentes, domiciliadas o tener una sucursal registrada en el Registro Mercantil, en Suiza.

Cuando la sociedad requiera realizar una auditoría ordinaria de sus estados





financieros anuales, de conformidad con:

1. Artículo 818, párrafo 1, en concordancia con el art. 727, párrafo 1, sección 2 o la sección 3 del Código de Obligaciones (CO);
2. Artículo 818, párrafo 1, en concordancia con el art. 727 párrafo 2 del CO;
3. Artículo 818, párrafo 2 del CO; o
4. Artículo 825-a, párrafo 4 del CO,

La junta de socios designarán como auditores externos de auditoría a auditores expertos con licencia de conformidad con las disposiciones de la Ley de Supervisión de Auditoría (LSA).

Cuando la sociedad está obligada a obtener una examinación estatutaria limitada, la junta de socios también podrá designar como auditores externos a auditores expertos con licencia, de conformidad con las disposiciones de la LSA. Renuncia a la designación de auditores externos está sujeta al artículo 30.

Los auditores externos deben ser independientes, en concordancia con el artículo 818 Abs. 1, en conjunción con el artículo 728 y 729 del CO, respectivamente.

Los auditores externos serán nombrados por un período de tres años de negocio. Su mandato termina con la aprobación de los últimos estados financieros anuales. Una reelección es posible. La junta de socios podrá remover a los auditores externos, con efecto inmediato en cualquier momento.

## **VI. ESTADOS FINANCIEROS**

### **Artículo 32 – Ejercicio financiero**

financieros anuales, de conformidad con:

1. Artículo 818, párrafo 1, en concordancia con el art. 727, párrafo 1, sección 2 o la sección 3 del Código de Obligaciones (CO);
2. Artículo 818, párrafo 1, en concordancia con el art. 727 párrafo 2 del CO;
3. Artículo 818, párrafo 2 del CO; o
4. Artículo 825-a, párrafo 4 del CO,

La junta de socios designarán como auditores externos de auditoría a auditores expertos con licencia de conformidad con las disposiciones de la Ley de Supervisión de Auditoría (LSA).

Cuando la sociedad está obligada a obtener una examinación estatutaria limitada, la junta de socios también podrá designar como auditores externos a auditores expertos con licencia, de conformidad con las disposiciones de la LSA. Renuncia a la designación de auditores externos está sujeta al artículo 30.

Los auditores externos deben ser independientes, en concordancia con el artículo 818 Abs. 1, en conjunción con el artículo 728 y 729 del CO, respectivamente.

Los auditores externos serán nombrados por un período de tres años de negocio. Su mandato termina con la aprobación de los últimos estados financieros anuales. Una reelección es posible. La junta de socios podrá remover a los auditores externos, con efecto inmediato en cualquier momento.

## **VI. ESTADOS FINANCIEROS**

### **Artículo 32 – Ejercicio financiero**



Los administradores establecen la duración del ejercicio financiero.

**Artículo 33 - Los estados financieros anuales**

Los estados financieros anuales consistirá en el estado de resultados, el balance y las notas a los estados financieros.

Estos se elaborarán de acuerdo con el CO, incluyendo en particular los artículos 662 y siguientes, y los artículos 958 y siguientes, así como en el cumplimiento de los principios generales que rigen la elaboración adecuada de los estados financieros.

**Artículo 34 - Las reservas y la distribución de dividendos**

Los dividendos pueden fijarse sólo después de que todas las asignaciones a reservas legales y estatutarias hayan sido realizadas, de conformidad con la ley y el estatuto.

La junta de socios podrá determinar la distribución de dividendos, con sujeción al cumplimiento de los requisitos legales.

Los dividendos pueden ser pagados únicamente de ganancias y reservas establecidas para este propósito.

Los dividendos se determinarán en proporción al valor nominal de las participaciones de cada socio.

**VII RETIRO**

**Artículo 35**

Cada socio tiene el derecho a retirarse de la compañía, bajo las siguientes condiciones:

0000027



Los administradores establecen la duración del ejercicio financiero.

**Artículo 33 - Los estados financieros anuales**

Los estados financieros anuales consistirá en el estado de resultados, el balance y las notas a los estados financieros.

Estos se elaborarán de acuerdo con el CO, incluyendo en particular los artículos 662 y siguientes, y los artículos 958 y siguientes, así como en el cumplimiento de los principios generales que rigen la elaboración adecuada de los estados financieros.

**Artículo 34 - Las reservas y la distribución de dividendos**

Los dividendos pueden fijarse sólo después de que todas las asignaciones a reservas legales y estatutarias hayan sido realizadas, de conformidad con la ley y el estatuto.

La junta de socios podrá determinar la distribución de dividendos, con sujeción al cumplimiento de los requisitos legales.

Los dividendos pueden ser pagados únicamente de ganancias y reservas establecidas para este propósito.

Los dividendos se determinarán en proporción al valor nominal de las participaciones de cada socio.

**VII. RETIRO**

**Artículo 35**

Cada socio tiene el derecho a retirarse de la compañía, bajo las siguientes condiciones:





1. La notificación deberá ser realizada con tres (3) meses de anticipación a la finalización del ejercicio financiero.

2. La compañía deberá disponer de fondos libres y suficientes para adquirir las participaciones del socio que se retira, a su valor real en el momento de la recompra, y

3. El número de participaciones propias de la compañía no deberá exceder de treinta y cinco por ciento (35%), después de la recompra.

Los fondos necesarios deben ser suficientes para la recompra de participaciones y para la constitución de reservas correspondiente, de conformidad con el CO (artículo 659, párrafo 2, en conjunción con el artículo 783, párrafo 4)

Esta disposición podrá ser modificada o cancelado con el consentimiento de todos los socios.

Cada socio puede solicitar autorización a un Tribunal para separarse de la compañía por buena causa.

## VIII. DISOLUCIÓN Y LIQUIDACIÓN

### Artículo 36

La junta de socios podrá resolver la liquidación de la compañía. La resolución debe ser certificado por acta notarial.

La liquidación se lleva a cabo por los administradores a menos que la junta de socios designe a otros liquidadores. La liquidación se llevará a cabo de conformidad con los artículos 742 y siguientes del CO, en concordancia con los artículos 821-a y 826 del CO.

1. La notificación deberá ser realizada con tres (3) meses de anticipación a la finalización del ejercicio financiero.

2. La compañía deberá disponer de fondos libres y suficientes para adquirir las participaciones del socio que se retira, a su valor real en el momento de la recompra, y

3. El número de participaciones propias de la compañía no deberá exceder de treinta y cinco por ciento (35%), después de la recompra.

Los fondos necesarios deben ser suficientes para la recompra de participaciones y para la constitución de reservas correspondiente, de conformidad con el CO (artículo 659, párrafo 2, en conjunción con el artículo 783, párrafo 4)

Esta disposición podrá ser modificada o cancelado con el consentimiento de todos los socios.

Cada socio puede solicitar autorización a un Tribunal para separarse de la compañía por buena causa.

## VIII. DISOLUCIÓN Y LIQUIDACIÓN

### Artículo 36

La junta de socios podrá resolver la liquidación de la compañía. La resolución debe ser certificado por acta notarial.

La liquidación se lleva a cabo por los administradores a menos que la junta de socios designe a otros liquidadores. La liquidación se llevará a cabo de conformidad con los artículos 742 y siguientes del CO, en concordancia con los artículos 821-a y 826 del CO.



Después del pago de deudas, los activos de la compañía liquidada se distribuirán entre los socios en proporción a su participación del capital social.

**IX. NOTIFICACIONES, ANUNCIOS PÚBLICOS Y LEY APLICABLE**

**Artículo 37**

Las notificaciones de la compañía a los socios se efectuarán por carta, fax o correo electrónico.

La editorial de la compañía es el Diario Oficial Suizo de Comercio (Feuille Officielle Suisse du Commerce - FOOSC).

**Artículo 38**

Cualquier controversia que surja durante la vida de la compañía o la liquidación, ya sea entre los socios y la compañía o sus administradores y auditores externos, o entre los propios socios, se someterá a los tribunales del cantón en el que la sociedad tenga su domicilio social, sin perjuicio de que la decisión respectiva pueda ser apelada ante la Corte Suprema Federal.

*La versión en Inglés de este estatuto es sólo una traducción. El texto en lengua francesa tiene fuerza de ley.*

Estatuto actualizado debidamente certificado después del cambio de denominación, resuelto por junta general de socios reunida el 24 de febrero de 2012.

Ginebra, 24 de febrero 2012



0000028



Después del pago de deudas, los activos de la compañía liquidada se distribuirán entre los socios en proporción a su participación del capital social.

**IX. NOTIFICACIONES, ANUNCIOS PÚBLICOS Y LEY APLICABLE**

**Artículo 37**

Las notificaciones de la compañía a los socios se efectuarán por carta, fax o correo electrónico.

La editorial de la compañía es el Diario Oficial Suizo de Comercio (Feuille Officielle Suisse du Commerce - FOOSC).

**Artículo 38**

Cualquier controversia que surja durante la vida de la compañía o la liquidación, ya sea entre los socios y la compañía o sus administradores y auditores externos, o entre los propios socios, se someterá a los tribunales del cantón en el que la sociedad tenga su domicilio social, sin perjuicio de que la decisión respectiva pueda ser apelada ante la Corte Suprema Federal.

*La versión en Inglés de este estatuto es sólo una traducción. El texto en lengua francesa tiene fuerza de ley.*

## TRADUCCIÓN

Carla María Sosa Moncayo, conocedora de los idiomas inglés y francés, de conformidad con el artículo 6 del Decreto No. 061, publicado en el Registro Oficial número 148 de marzo 20 de 1985, y el artículo 24 de la Ley 50 publicada en el Registro Oficial No. 349 de diciembre 31 de 1993, procedo a traducir al idioma español los documentos adjuntos.

  
Carla María Sosa Moncayo  
c.c. 1714058672

0000029



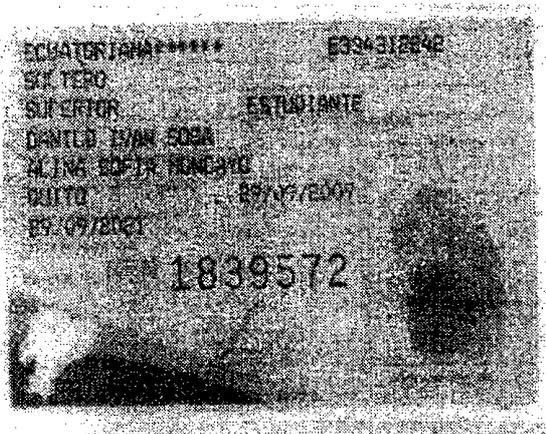
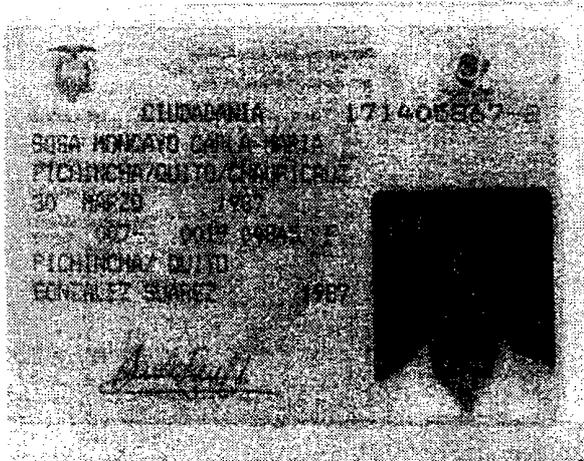
**DILIGENCIA NOTARIAL DE TRADUCCION.- AUTENTICACION DE FIRMA.- DILIGENCIA NUMERO.- (No. 2693).**- En la ciudad de San Francisco de Quito, Distrito Metropolitano, Capital del la República del Ecuador; hoy día martes veintidós de mayo de dos mil doce; ante mí, doctor **DAVID MALDONADO VITERI, NOTARIO PRIMERO SUPLENTE DEL CANTON QUITO**, por licencia concedida al Titular doctor Jorge Machado Cevallos, mediante acción de Personal número 2161-DP-DPP, de fecha veintidós de mayo del dos mil doce, del Consejo de la Judicatura, comparece la señorita **CARLA MARIA SOSA MONCAYO**, por sus propios y personales derechos, portadora de la cedula de ciudadanía No. 171405867-2, de estado civil soltera. La compareciente es de nacionalidad ecuatoriana, mayor de edad, quien declara conocer el idioma francés, inglés y el idioma castellano, domiciliada en el Distrito Metropolitano de Quito- Ecuador, legalmente capaz; y en mi presencia firmó el petitorio de la Traducción y que antecede; por lo que **CERTIFICO LA LEGALIDAD Y LEGITIMIDAD DE SU FIRMA**. Asimismo declara la compareciente que el documento que antecede fue traducido por ella, del idioma francés e inglés al idioma castellano. Extiendo la presente diligencia, al amparo de lo dispuesto en el artículo dieciocho de la ley Notarial.- Se archiva una fotocopia de la presente diligencia, en el libro correspondiente de esta Notaria.-

**AC/**



*[Handwritten signature of David Maldonado]*

DR. DAVID MALDONADO  
Notario Primero Suplente del Cantón Quito

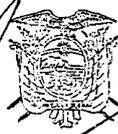


NOTARIA PRIMERA DE QUITO  
EN APLICACION A LA LEY NOTARIAL  
DOY FE que la fotocopia que ANTECEDE esta  
Conforme con el ORIGINAL que me fue presentado  
en: \_\_\_\_\_ Foljas: útil(es)



Quito a, 23 Mayo 2012

*[Signature]*  
DR. DAVID MALDONADO  
Notario Primero Suriente del Cantón Quito





**DR. JORGE MACHADO CEVALLOS**

0000030



ZON DE PROTOCOLIZACION: A petición del abogado Álvaro Fierro Guerrero, con matrícula profesional número diecisiete guion dos mil once guion quinientos ochenta y uno del Foro de Abogados de Pichincha, con esta fecha y en treinta y tres fojas útiles, protocolizo en el Registro de escrituras públicas de la Notaría Primera de este Cantón, actualmente a mi cargo, por licencia concedida al Titular doctor Jorge Machado Cevallos, mediante acción de Personal número 2161-DP-DPP, de fecha veintidós de mayo del dos mil doce, del Consejo de la Judicatura. LA TRADUCCIÓN DE LOS DOCUMENTOS RELATIVOS AL CAMBIO DE DENOMINACIÓN DE LA SOCIEDAD BJ SERVICES SWITZERLAND SÀRL, A SU DENOMINACIÓN ACTUAL BAKER HUGHES SWITZERLAND SÀRL, que antecede.....

Quito, mayo veintidós del dos mil doce.



DR. DAVID MALDONADO  
Notario Primero Suplente del Cantón Quito

Es fiel y TERCERA COPIA CERTIFICADA de la protocolización de los documentos que anteceden; y, en fe de ello la confiero sellada y firmada en Quito, a veintidós de mayo del dos mil doce.



DR. DAVID MALDONADO  
Notario Primero Suplente del Cantón Quito



**DR. JORGE MACHADO CEVALLOS**

0000031



**RAZON:** Mediante Resolución No. SC.IJ.DJCPTE.Q12.3006, dictada por el Intendente de Compañías de Quito, el 15 de junio del 2012, se califican como suficientes los documentos otorgados en el exterior relativos al cambio de denominación de la matriz de la compañía extranjera BJ SERVICES SWITZERLAND SARL, de nacionalidad suiza, a la denominación actual de BAKER HUGHES SWITZERLAND SÀRL.- Dando cumplimiento a lo dispuesto en dicha resolución en su Artículo segundo, tomé nota de este particular, al margen de la respectiva escritura matriz, otorgada en esta notaria el 22 de mayo del 2012.-

Quito, 19 de junio de 2012.-

AC/ Fac. 37989



*Jorge Machado Cevallos*  
-----  
Dr. Jorge Machado Cevallos  
Notario Primero del Cantón Quito



0000032



**ZÓN:** Con esta fecha queda inscrito el presente documento y la Resolución número **SC.IJ.DJCPTE.Q.12. TRES MIL SEIS** del **SR. INTENDENTE DE COMPAÑÍAS DE QUITO** de 15 de junio del 2.012, bajo el número **2253** del Registro Mercantil, Tomo **143**.- Se tomó nota al margen de las inscripciones números: 672 del Registro Mercantil de treinta y uno de agosto de mil novecientos sesenta y siete, a fs 388 vta., Tomo 98; No.- 830 del Registro Mercantil de veinte de agosto de mil novecientos ochenta y cuatro, a fs 1670, Tomo 115; No.- 617 del Registro Mercantil de cuatro de abril de mil novecientos noventa y uno, a fs 1114 vta., Tomo 122; y, No.- 2504 del Registro Mercantil de veinte y ocho de agosto del año dos mil siete, a fs 2205 vta., Tomo 138.- Queda archivada la **SEGUNDA COPIA** Certificada de la Protocolización efectuada el 22 de mayo del 2.012, ante el Notario **PRIMERO SUPLENTE** del Distrito Metropolitano de Quito, **DR. DAVID MALDONADO**, referente al **CAMBIO DE DENOMINACIÓN DE LA MATRIZ** de la Compañía Extranjera “ **BJ SERVICES SWITZERLAND SARL**” a la denominación actual “**BAKER HUGHES SWITZERLAND SARL**”.- Se da así cumplimiento a lo dispuesto en el **ARTÍCULO SEGUNDO** de la citada Resolución.- Se ~~fi~~jo un extracto, para conservarlo por seis meses, según lo ordena la Ley, signado con el número **1268**.- Se anotó en el Repertorio bajo el número **26254**.- Quito, a dieciséis de julio del año dos mil doce.- **EL REGISTRADOR**.-

**DR. RUBÉN AGUIRRE LÓPEZ**  
**REGISTRADOR MERCANTIL**  
**DEL CANTÓN QUITO.-**



RA/lg.-

Resp. ly